

Im Falle der Nichteinhaltung kann der Minister die Last der Entlohnung sowie der entsprechenden Sozialabgaben ganz oder teilweise den Arbeitgebern übertragen und nötigenfalls gemäss den vom König festgelegten Einziehungsmodalitäten zur Rückerstattung schreiten.

Die Anwendung der im zweiten Absatz vorgesehenen Strafe darf den Rechten des Arbeitnehmers, die sich aus der Erfüllung seines Arbeitsvertrags ergeben, keinen Abbruch tun. »

Eine solche Bestimmung fällt unter die einschlägige Rechtsetzungskompetenz der nationalen Obrigkeit.

2.B.5.9. Artikel 9 legt den Tag des Inkrafttretens des königlichen Erlasses Nr. 472 fest und enthält keine Verletzung der Zuständigkeitsverteilungsvorschriften.

2.B.5.10. So wie in allen Gesetzen oder Sondervollmachtenerlasse, wird in Artikel 10 die Durchführung der national getroffenen Massnahmen auch hier nationalen Behörden anvertraut. In Anbetracht der Nichtigklärung von Artikel 3 durch dieses Urteil kann diese Aufgabe nicht als Aneignung der Regionalkompetenz hinsichtlich des Einsatzes von Arbeitslosen aufgefasst werden.

2.B.6. Der Hof stellt einerseits fest, dass im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt nur die nationale Obrigkeit im Bereich der Beschäftigungspolitik zuständig geblieben ist, und andererseits, dass der angefochtene königliche Erlass Nr. 472 in den drei Regionen des Landes anwendbar ist. Deshalb soll sich die Nichtigklärung von Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 472 auf die Wallonische sowie auf die Flämische Region beschränken.

2.B.7. Im Hinblick auf die Rechtssicherheit, mit dem Ziel, die Rechtsstellung der im zeitweiligen Sonderkader beschäftigten Arbeitnehmer zu sichern, soll im Wege der Allgemeinverfügung die Rückwirkung der Nichtigklärung von Artikel 3 eingeschränkt werden, und zwar gemäss Artikel 6, § 2 des organisierten Gesetzes und Artikel 1 des Gesetzes vom 10. Mai 1985 über die Folgen der vom Schiedsgerichtshof verkündeten Nichtigklärungsurteile.

Aus diesen Gründen :

Der Hof,

1. erklärt Artikel 4, 1<sup>o</sup> des Gesetzes vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, insofern diese Bestimmung Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 472 vom 28. Oktober 1986 zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1977-1978 bekräftigt, sowie besagten Artikel 3 des erwähnten königlichen Erlasses, insofern diese Bestimmungen für die Wallonische Region und für die Flämische Region gelten, für nichtig;

2. weist die Klage im übrigen zurück;

3. erhält die Folgen der somit für nichtig erklärten Bestimmungen angesichts aller Verträge, die vor dem Tag der Veröffentlichung dieses Urteils auf Grund der angefochtenen Normen entstanden sind, endgültig aufrecht.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierten Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Dezember 1988.

Der Kanzler,  
(Gez.) H. Van Der Zwalmen.

Der Vorsitzende,  
(Gez.) E. Gutt.

F. 88 — 2294

Arrêt

Numéro du rôle : 67.

Arrêt n° 73 du 22 décembre 1988.

*En cause* : le recours introduit par l'Exécutif régional wallon en annulation partielle de la loi du 11 février 1986 sur la police communale.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents E. Gutt et J. Delva,

et des juges J. Sarot, J. Wathelet, M. Melchior, H. Boel et L. De Grève,

assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,

sous la présidence du président E. Gutt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet de la demande*

1.1. Par requête envoyée à la Cour par lettre recommandée déposée à la poste le 2 décembre 1987 et reçue au greffe le 3 décembre 1987, l'Exécutif régional wallon demande d'annuler la loi du 11 février 1986 sur la police communale « en toutes ses dispositions où elle outrepassa sa compétence, particulièrement en son article 1<sup>er</sup>, lequel insère dans la loi communale notamment les articles 178, 180, 187 et 188, ainsi que ces articles eux-mêmes, lesquels outrepassant la compétence nationale telle qu'elle résulte des articles 107 *quater* et 108 de la Constitution, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980, attribuent aux gouverneurs de province et au Roi la tutelle des mesures disciplinaires (suspension ou révocation) prises par les bourgmestres ou les conseils communaux ».

1.2. Par conclusions du 26 février 1988, l'Exécutif régional wallon étend sa demande qu'il reformule dans son intégralité comme suit :

« annuler ladite loi du 11 février 1986 en ce qu'elle outrepassa la compétence du législateur national telle qu'elle résulte des articles 107 *quater* et 108 de la Constitution et de l'article 7 de la loi spéciale de régionalisation du 8 août 1980 sur les articles suivants :

Article 178.

Article 178, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, en ce qui concerne le recours ouvert contre la décision du gouverneur et du bourgmestre.

Article 178, § 2, alinéa 3, en ce qui concerne le recours ouvert contre la décision du gouverneur et du bourgmestre.

Article 178, § 3, en ce qu'il ouvre les mêmes recours au commissaire de police (lire : commissaire de police en chef).

Article 180.

Article 180, alinéa 3, en ce qui concerne le recours ouvert contre les décisions du conseil communal et du bourgmestre.

Article 187.

Article 187, § 4, en ce qui concerne les recours contre les décisions du gouverneur et du bourgmestre.

Article 188.

Article 188, § 3, en ce qui concerne les recours contre les décisions du conseil communal et du bourgmestre.

Dans les dispositions abrogatoires, modificatives et finales :

— Article 7, 3me, E, concernant l'article 125 modifié par les lois du 30 janvier 1924, 14 février 1961, 27 mai 1975 et 29 juin 1976 et du 3 décembre 1984.

— Article 7, 3me, I, concernant l'article 127bis y inséré par la loi du 18 octobre 1921 et modifié par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par les lois du 3 juin 1957 et du 27 mai 1975.

— Article 7, 3me, J, concernant les articles 127ter et 127quater insérés par la loi du 18 octobre 1921 et modifiés par la loi du 27 mai 1975.

— Article 7, 3me, L, concernant l'article 129 modifié par les lois du 29 juin 1976, et du 3 décembre 1984 par la même loi 5° du code rural.

— Article 7, 5me, H, concernant l'article 64 modifié par l'arrêté royal n° 33 du 10 novembre 1934 ».

## II. La Procédure

2. Par ordonnance du 3 décembre 1987, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1er, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage (« loi organique »).

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi organique du 28 juin 1983 a été publié au *Moniteur belge* du 18 décembre 1987.

Le Conseil des ministres a déposé un mémoire le 19 janvier 1988 et l'Exécutif flamand le 20 janvier 1988.

En exécution de l'article 1er de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1987), ces mémoires ont été notifiés par lettres recommandées déposées à la poste le 26 janvier 1988 et remises aux destinataires le 27 janvier 1988.

En exécution de l'article 1er de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1987), ces mémoires ont été notifiés par lettres recommandées déposées à la poste le 26 janvier 1988 et remises aux destinataires le 27 janvier 1988.

L'Exécutif régional wallon a transmis des conclusions par lettre recommandée déposée à la poste le 26 février 1988 et reçue au greffe le 29 février 1988.

L'Exécutif flamand a déposé des conclusions le 9 mars 1988.

En exécution de l'article 3, d, de la directive susdite, ces conclusions ont été notifiées par lettres recommandées déposées à la poste le 14 mars 1988 et remises aux destinataires le 15 mars 1988.

Le Conseil des Ministres a transmis des conclusions par lettre recommandée déposée à la poste le 1er avril 1988 et reçue au greffe le 5 avril 1988, soit après le délai fixé par la directive du 15 décembre 1987.

Par ordonnances des 31 mai 1988 et 23 novembre 1988, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 2 décembre 1988 et jusqu'au 2 juin 1989 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 30 juin 1988, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 20 septembre 1988.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées déposées à la poste le 1er juillet 1988 et remises aux destinataires le 4 juillet 1988.

L'audience a été reportée au 28 septembre 1988.

Les parties et leurs avocats ont été avisés de la nouvelle date de l'audience par lettres recommandées déposées à la poste le 19 septembre 1988 et remises aux destinataires les 19 et 20 septembre 1988.

A l'audience du 28 septembre 1988 :

— Ont comparu :

Me J.M. Raxhon, avocat du barreau de Verviers, pour l'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, à 5000 Namur;  
Me P. Van Orshoven, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II 30, 1040 Bruxelles;

Me C. Cambier, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

— les juges M. Melchior et L. De Grève ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

## III. En droit

### Quant à la loi entreprise

3. La loi entreprise a été adoptée par la Chambre des représentants et par le Sénat, respectivement le 21 juin 1985 et le 8 février 1986. Elle a été sanctionnée et promulguée par le Roi, le 11 février 1986, et publiée au *Moniteur belge*, le 6 décembre 1986.

4.1. La loi comporte sept articles.

4.2. L'article 1er complète la loi communale par un titre III, intitulé « De la police communale », et comprenant les articles 153 à 201. Sous ces articles, se trouvent définis le rôle et les missions de la police communale ainsi que son organisation et sa gestion.

4.3. Le régime disciplinaire de la police communale fait l'objet des articles 178 à 180, 187 à 189, 192 et 193 de la loi communale.

4.4. L'article 178 prévoit, en son paragraphe 1er, alinéa 1er, que « Le Roi peut suspendre pour six mois au plus ou révoquer les commissaires de police qui manquent à leurs devoirs professionnels ou qui compromettent la dignité de leur fonction ».

Le même article dispose, en son paragraphe 1er, alinéa 2, que le gouverneur de province peut suspendre le commissaire de police, pour les mêmes motifs, pour un terme n'excedant pas un mois. Le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice doivent être informés de la décision du gouverneur dans les vingt-quatre heures.

L'article 178, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa, porte que le bourgmestre peut suspendre les commissaires de police, pour les mêmes motifs, pour un terme n'excédant pas un mois et lui impose d'informer de sa décision, dans les vingt-quatre heures, le gouverneur de province, le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice.

L'article 178, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, permet aux commissaires de police de prendre auprès du Roi un recours contre la décision du gouverneur et du bourgmestre dans les quinze jours à compter de la notification qui leur en est faite.

4.5. L'article 178, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, donne compétence au gouverneur de province pour suspendre pendant six mois au plus et pour révoquer les commissaires de police adjoints dans les mêmes cas et moyennant la même information que ceux prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article.

Aux termes de l'alinéa 2 du paragraphe 2, les commissaires de police adjoints peuvent également être suspendus, dans les mêmes cas, par le bourgmestre pour un terme n'excédant pas un mois.

Contre la décision du gouverneur et contre celle du bourgmestre, le commissaire de police adjoint peut, selon l'alinéa 3 du paragraphe 2, prendre un recours auprès du Roi dans les quinze jours à compter de la notification de la décision.

4.6. L'article 178, paragraphe 3, dispose que le commissaire de police en chef est soumis au même statut disciplinaire que les commissaires de police.

4.7. L'article 179 prévoit que le commissaire de police en chef, le commissaire de police, le commissaire de police adjoint et l'inspecteur principal de première classe ne peuvent être révoqués ou suspendus, pour des faits commis dans l'exercice des missions de police judiciaire, que sur proposition ou de l'accord du procureur général près la cour d'appel.

4.8. L'article 180 attribue, en son alinéa 1<sup>er</sup>, au conseil communal la compétence de suspendre pour six mois au plus et de révoquer les autres membres de la police urbaine pour les mêmes raisons que celles mentionnées à l'article 178.

L'alinéa 2 permet au bourgmestre de suspendre, pour les mêmes motifs, ces membres de la police pour un terme n'excédant pas un mois.

L'alinéa 3 porte que « les intéressés peuvent prendre leur recours contre la décision du conseil communal ou du bourgmestre auprès du gouverneur dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite ».

4.9. L'article 187 donne, en ses paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, au gouverneur de province la compétence de suspendre pour un terme de six mois au plus et de révoquer le commissaire de brigade, le garde champêtre en chef et le garde champêtre unique, lorsqu'ils manquent à leurs devoirs professionnels ou compromettent la dignité de leur fonction, et, en son paragraphe 3, il autorise le bourgmestre à suspendre, pour les mêmes motifs, le garde champêtre en chef ou le garde champêtre unique pour un terme n'excédant pas un mois. Diverses autorités mentionnées à l'article doivent être informées, dans les vingt-quatre heures, de la décision prise.

L'article 187, paragraphe 4, dispose que « les intéressés pourront prendre leur recours contre la décision du gouverneur ou de bourgmestre auprès du Roi dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite ».

4.10. L'article 188, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, attribue au conseil communal et au bourgmestre, en ce qui concerne les autres membres de la police rurale, la même compétence disciplinaire que ces autorités détiennent, en vertu de l'article 180, à l'égard des membres de la police urbaine autres que les commissaires de police en chef, les commissaires de police et les commissaires de la police adjoints.

L'article 188, alinéa 3, prévoit que « les intéressés peuvent prendre leur recours auprès du gouverneur contre la décision du conseil communal ou du bourgmestre dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite ».

4.11. L'article 189 requiert l'accord du procureur général près la cour d'appel pour les sanctions disciplinaires prises à l'encontre des membres de la police rurale qui ont la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi lorsque les faits reprochés ont été commis dans l'exercice des missions de police judiciaire, et l'accord du procureur du Roi pour les sanctions disciplinaires prises à l'encontre des autres membres de la police rurale lorsque la mesure est décidée en raison de leurs fonctions judiciaires.

4.12. L'article 192 traite des effets de la suspension, prévoit la peine de l'avertissement et celle de la réprimande et dispose que toute mesure de suspension ou de révocation est exécutée provisoirement.

4.13. L'article 193 oblige l'autorité à entendre l'intéressé avant de prendre une sanction et à dresser procès-verbal de cette audition.

#### *Quant aux parties*

5. Les parties au litige sont l'Exécutif régional wallon, qui a introduit le recours et a déposé des conclusions, le Conseil des ministres, qui a introduit un mémoire, et l'Exécutif flamand, qui a introduit un mémoire et a déposé des conclusions.

#### *Quant au moyen unique*

6.A.1. Dans sa requête, l'Exécutif régional wallon fait grief à la loi attaquée d'organiser les procédures et de désigner les autorités tutélaires en matière de tutelle administrative ordinaire sur des décisions d'organes communaux, alors qu'en vertu de l'article 7 de la loi spéciale, cette compétence relèverait exclusivement du législateur régional.

Dans le développement de son moyen, la partie requérante rappelle que la section de législation du Conseil d'Etat avait exposé, dans l'avis rendu le 9 mai 1984 sur l'avant-projet qui est à l'origine de la loi entreprise, les deux conceptions que le législateur national pouvait concrétiser en matière d'organisation et de gestion des polices locales et les conséquences de l'option choisie sur certains aspects de la tutelle exercée sur les actes des autorités concernant ces forces de police.

Il résulterait de cet avis que seule une police communale conçue dans le cadre de la déconcentration territoriale autoriserait le législateur national à organiser en tous ses éléments la tutelle sur les actes des autorités locales relatifs à ladite police et ce en vertu de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, b, de la loi spéciale.

Par contre, l'organisation des procédures de la tutelle et l'exercice de la tutelle sur ces actes incomberaient à la Région, conformément à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le législateur national laisserait la police locale dans la sphère de l'autonomie communale.

Pour le requérant, il ne serait pas douteux que la loi entreprise aurait maintenu la police communale dans la sphère des intérêts du même nom. A l'appui de cette affirmation, il fait notamment état des travaux préparatoires de la loi, de la dénomination même de la police locale, de la responsabilité mise à la charge des communes par l'article 196 de la loi communale et de l'insertion dans la loi communale de l'essentiel de la loi querellée.

L'exécutif régional wallon déclare admettre le recours ouvert auprès du Roi à l'encontre des sanctions prises directement par le gouverneur de province au motif qu'il s'agirait d'une procédure de nature hiérarchique, le gouverneur de province agissant en sa qualité d'organe de l'Etat.

A l'estime du requérant, lorsque les sanctions sont prises soit par le bourgmestre soit par le conseil communal, il y aurait exercice d'un pouvoir propre, inhérent au niveau communal dont la police dépend. Ni le bourgmestre ni le conseil communal n'agiraient en tant qu'organes de l'Etat, ce qu'ils ne seraient — en tout cas en cette espèce — ni l'un ni l'autre.

6.A.2. Dans son mémoire, le Conseil des Ministres constate que, d'après l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, la matière concernée serait de celles auxquelles la tutelle ordinaire trouverait à s'appliquer. Il fait cependant observer que, dans son avis, le Conseil d'Etat ne fournirait d'explication ni quant au contenu ni quant à l'étendue de la notion de tutelle. A cet égard, il rappelle que l'avant-projet soumis à la section de législation prévoyait, outre la possibilité de mouvoir un recours contre les décisions de suspension ou de révocation prononcées par les autorités communales et par le gouverneur de province, l'existence d'une tutelle d'approbation sur les actes des bourgmestres et des conseils communaux portant mesure disciplinaire. Pour le Conseil des ministres, le législateur aurait satisfait à l'avis recueilli en supprimant du projet la tutelle d'approbation.

Le Conseil des ministres soutient que la tutelle et le recours seraient deux notions distinctes; seule la tutelle serait visée par l'article 7 de la loi spéciale.

A son avis, la tutelle devrait être regardée comme l'attribut d'un pouvoir qui revient à une autorité centrale à l'égard d'une autorité décentralisée afin que celle-ci ne compromette ce que l'intérêt général et la légalité requièrent. Par contre, le recours serait une voie de droit ouverte pour attaquer des décisions prises par une autorité. Il aurait pour raison d'être d'obtenir, au terme d'une procédure engagée sur demande, une protection de droits ou d'intérêts auxquels l'acte en cause porte atteinte.

Le Conseil des ministres admet que le domaine disciplinaire se prêterait à des interventions de tutelle. Celles-ci auraient naturellement pour objectif de censurer ou de prévenir l'accomplissement par l'autorité décentralisée d'acte contraires à la légalité ou à l'intérêt général. La tutelle rencontrerait d'office la question de la légalité et celle de l'intérêt général sans qu'un recours soit nécessaire à cette fin.

En l'espèce, le législateur aurait situé sur un autre plan et dans un autre ordre de valeur la pondération de l'exercice du pouvoir de statuer au disciplinaire. Il aurait entendu juridictionnaliser — du moins dans les formes — le contrôle du pouvoir assumé.

En conclusion de son mémoire, le Conseil des ministres affirme que l'ouverture d'instances successives dans les procédures mues au disciplinaire contre les membres de la police communale ne concernerait point les problèmes relatifs à des rapports entre autorités centralisées et autorités décentralisées. Il ne s'agirait nullement de régler l'exercice des attributs d'un pouvoir de tutelle, mais d'aménager le cours d'une action d'administration contentieuse.

6.A.3. Dans son mémoire, l'Exécutif flamand est d'avis que les dispositions querellées organiseraient une tutelle administrative sur les décisions disciplinaires du bourgmestre et du conseil communal prises à l'encontre des membres de la police. La loi soumettrait certains actes des autorités communales à la tutelle d'une autorité supérieure et elle organiserait la procédure de cette tutelle en fixant le délai dans lequel le membre concerné de la police peut prendre un recours. Ce faisant, le législateur national aurait réglé « l'organisation des procédures ainsi que l'exercice de la tutelle administrative » au sens de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980.

Pour l'Exécutif flamand, il est manifeste que cette tutelle serait une tutelle administrative ordinaire en premier lieu pour la raison que la tutelle réglée aurait été incorporée dans la loi communale, en sorte qu'elle constituerait indubitablement une « forme de tutelle instituée par la loi communale » et qu'elle répondrait donc à la définition de la tutelle ordinaire donnée par le législateur spécial.

En outre, la tutelle ainsi réglée s'analyserait en une tutelle ordinaire au sens matériel de cette notion, étant donné que les décisions soumises à tutelle seraient des expressions de l'autonomie communale. A cet égard, l'Exécutif flamand soutient que la tutelle ordinaire serait celle qui se rapporte aux actes des pouvoirs locaux par lesquels ceux-ci font usage de leur autonomie, tandis que la tutelle spécifique se rapporterait à ce que l'on désigne par le terme de « participation », c'est-à-dire l'obligation nettement définie de participer à l'exécution des règles édictées par l'autorité supérieure.

A l'estime de l'Exécutif flamand, la tutelle organisée par la loi incriminée ne satisferait pas davantage aux conditions de la tutelle spécifique, telles qu'elles résulteraient de l'arrêt de la Cour du 30 juin 1987. Les missions attribuées aux autorités communales — prendre des mesures disciplinaires à l'encontre d'agents communaux — ne pourraient être considérées comme des missions relatives à des matières pour lesquelles l'Etat serait compétent, au motif qu'il s'agirait d'évidence d'une matière d'intérêt communal au sens de l'article 108 de la Constitution.

6.A.4. Dans ses conclusions, la même partie convient, en réponse à l'argumentation développée par le Conseil des ministres, que les articles incriminés institueraient, sur le plan de la forme, des recours administratifs organisés. Sur le plan du contenu, ceux-ci participeraient toutefois, à son avis, de la notion de tutelle administrative.

L'Exécutif flamand déduit de l'article 108, alinéa 2, 6°, de la Constitution que la tutelle serait l'ensemble des missions que le législateur confie à des autorités administratives pour empêcher que les pouvoirs décentralisés n'accomplissent des actes contraires à la loi ou à l'intérêt général.

Selon le concluant, il ne pourrait être contesté que les dispositions entreprises auraient été adoptées dans cette optique puisque le Roi et le gouverneur se seraient vu attribuer le pouvoir de mettre à néant ou de réformer les décisions disciplinaires des autorités locales, dans l'exercice duquel il leur incomberait de contrôler et la légalité et l'opportunité de l'acte pris. Certes, à l'issue de ce contrôle, ce seraient principalement — mais non exclusivement — les sanctions disciplinaires portant atteinte aux droits des intéressés qui seraient reconnues contraires à la loi ou à l'intérêt général; cette circonstance ne modifierait en rien la nature du contrôle exercé.

L'Exécutif flamand fait enfin observer que les règles de tutelle incriminées se substitueraient dans certains cas, pour les membres de la police, à celles que l'article 85 de la loi communale prévoit pour tous les agents communaux. Il rappelle à ce sujet que le législateur flamand, faisant usage de la compétence attribuée par l'article 7 de la loi spéciale, aurait, par décret du 28 juin 1985, modifié l'organisation de la procédure et désigné une autorité tutélaire nouvelle pour le recours organisé à l'alinéa 3 dudit article 85.

6.A.5.1. Les conclusions de l'Exécutif régional wallon comprennent deux parties. Dans la première, le concluant répond à l'argumentation développée par le Conseil des ministres; dans la seconde, il postule l'annulation d'autres dispositions que celles visées à la requête et justifie l'extension de sa demande.

6.A.5.2. Pour l'Exécutif régional wallon, les interventions sur recours ne seraient pas soustraites à la notion de tutelle.

Après avoir cité des auteurs qui incluent « la réformation sur recours » parmi les procédés de tutelle, le concluant fait observer que le terme de « recours » n'aurait pas de signification propre et ne saurait toujours emporter l'idée de recours juridictionnel ou quasi juridictionnel, comme il apparaîtrait entre autres de l'article 125 de la loi provinciale. En outre, dans son arrêt n° 23.626 du 23 octobre 1983, la section d'administration du Conseil d'Etat n'aurait pas considéré la décision prise sur recours comme un acte juridictionnel puisque pareille décision déferée à sa censure aurait été annulée et non renvoyée à un autre organe juridictionnel.

Selon le concluant, il serait manifeste que les recours prévus aux articles 178, 180, 187 et 188 de la loi communale seraient directement inspirés de l'article 123 ancien de ladite loi qui, en son alinéa 4, autorisait le commissaire de police suspendu par le bourgmestre à prendre un recours auprès du gouverneur de province dans les huit jours de la notification de la décision.

Il rappelle que ledit article 123 avait été complété, pour la Région wallonne, par l'article 1<sup>er</sup> du décret de la Région wallonne du 15 février 1984 qui, d'une part, attribuait à l'Exécutif ou au ministre désigné par celui-ci les pouvoirs conférés au gouverneur de province par l'alinéa 4 et, d'autre part, précisait la procédure du recours.

Saisie de l'avant-projet de ce décret, la section de législation du Conseil d'Etat aurait admis, dans son avis du 13 décembre 1982, la pleine compétence de la région dans la matière considérée.

Cette compétence aurait été réaffirmée par la section de législation dans son avis L. 17.938/2 rendu, le 27 avril 1987, sur l'avant-projet de décret organisant l'exercice de la tutelle prévue aux articles 178, 180, 187 et 188 de la loi communale, par la constatation faite qu'« en adoptant ces articles, le législateur régional a empiété sur la compétence du législateur régional, telle qu'elle est définie à l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

6.A.5.3. Dans la suite de ses conclusions, l'Exécutif régional wallon expose que la requête limitait provisoirement la demande d'annulation aux articles 178, 180, 187 et 188 de la loi communale, insérés par la loi du 11 février 1986, en ce qu'ils concernaient les recours introduits contre les décisions du bourgmestre et du conseil communal.

La possibilité d'étendre la demande aurait ainsi été réservée de sorte qu'une extension de celle-ci serait recevable.

Par la voie de ses conclusions, l'Exécutif régional wallon déclare étendre sa requête, d'une part, aux articles précités en ce qu'ils visent les recours prévus contre les décisions du gouverneur de province, et, d'autre part, à l'article 7, 3<sup>o</sup>, e, i, j, et l, et 5<sup>o</sup>, h, de la loi du 11 février 1986 qui abroge les articles 125, 127 bis, 127 ter, 127 quater et 129 de la loi communale ainsi que l'article 64 du code rural.

Le concluant affirme que, contrairement à ce qu'il aurait considéré dans sa requête, le recours à mouvoir contre la décision du gouverneur de province serait une tutelle administrative et non un recours hiérarchique.

Selon l'Exécutif régional wallon, il serait patent que la loi du 11 février 1986 n'aurait opéré aucune distinction entre les décisions du bourgmestre et du conseil communal, d'une part, et les décisions du gouverneur de province, d'autre part. Aussi, en désignant l'autorité appelée à connaître des recours contre les décisions du gouverneur de province, le législateur national aurait-il méconnu l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980.

D'autre part, s'appuyant sur la considération que l'exercice de la tutelle appartiendrait à la région en vertu de l'article 7 de la loi spéciale, l'Exécutif régional wallon soutient que tout aménagement ou toute modification des procédés de tutelle, tels que ceux-ci existaient en 1980, seraient de la compétence exclusive du législateur régional, sauf si une loi adoptée dans les conditions de majorité prévues à l'article 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, de la Constitution en disposait autrement. Selon le concluant, l'arrêt de la Cour n<sup>o</sup> 42 du 24 novembre 1987 conforterait cette thèse.

L'Exécutif régional wallon demande dès lors l'annulation des dispositions abrogatoires de la loi du 11 février 1986 ci-dessus mentionnées.

#### *Sur l'étendue du recours*

6.B.1. La loi organique du 28 juin 1983 dispose que les recours doivent être introduits dans le délai d'un an suivant la publication de la norme entreprise et exige que les requêtes soient appuyées par une copie certifiée conforme de la délibération par laquelle le gouvernement ou l'Exécutif a décidé d'intenter le recours.

A supposer même que la loi organique permette l'extension d'un recours, la demande d'extension formulée au nom de l'Exécutif régional wallon par conclusions du 26 février 1988 est irrecevable. D'une part, elle est intervenue plus d'un an après la publication au *Moniteur belge* de la loi du 11 février 1986 sur la police communale; d'autre part, elle n'est accompagnée d'aucune délibération de l'Exécutif régional wallon par laquelle celui-ci aurait décidé de revoir l'étendue de la demande d'annulation, telle que cette demande avait été précisée dans sa réunion du 10 septembre 1987. La notification de la décision du 10 septembre 1987, jointe à la requête reçue au greffe le 3 décembre 1987, porte que « l'Exécutif » décide d'introduire un recours en annulation devant la Cour d'arbitrage des articles 178, 180, 187 et 188 de la loi du 11 février 1986 sur la police communale, publiée au *Moniteur belge* du 6 décembre 1986, au motif que par ces dispositions le législateur national excède ses compétences en organisant l'exercice de la tutelle sur des sanctions disciplinaires infligées aux membres de la police communale par le bourgmestre ou par le conseil communal ».

La demande d'extension du recours en annulation aux articles 178, 180, 187 et 188 de la loi communale, insérés par la loi du 11 février 1986, en ce qu'ils concernent les recours ouverts contre les décisions du gouverneur de province, est irrecevable.

Lorsque les dispositions abrogatoires sont indissociablement liées à des dispositions régulièrement attaquées dont la Cour prononce l'annulation. L'annulation de celles-là par voie de conséquence s'impose et se justifie pour des raisons de sécurité et de clarté juridiques.

La Cour pourrait d'office se prononcer sur cette annulation; elle peut même y procéder lorsque le requérant l'a postulée en cours de procédure. Dans ces hypothèses, il n'y a ni nouveau recours, ni extension de recours.

La demande d'annulation de l'article 7, 3<sup>o</sup>, e, i, j, et l, et 5<sup>o</sup>, h, est recevable, mais seulement dans la mesure où les articles abrogés par ces dispositions concernent la tutelle sur les mesures prises par les autorités communales.

#### *Au fond*

6.B.2. L'article 108, alinéa 3, de la Constitution permet au législateur statuant à la majorité spéciale de donner aux Conseils de la Communauté et de la Région la compétence de régler l'organisation et l'exercice de la tutelle administrative.

6.B.3. Faisant usage de la faculté accordée par cette disposition, le législateur spécial a procédé à diverses attributions de compétence en matière de tutelle.

L'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 attribue à la région la compétence d'organiser les procédures de la tutelle administrative et d'exercer cette tutelle sur les provinces, les communes et les agglomérations et fédérations de communes en ce qui concerne la tutelle administrative ordinaire. A titre transitoire, les régions ne sont toutefois pas compétentes en ce qui concerne la province de Brabant et les communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

L'article 7 confère à la région la même compétence d'organiser les procédures et d'exercer la tutelle pour les « autres actes », tout en précisant que cette compétence est exclue lorsqu'une tutelle spécifique est organisée par la loi ou le décret communautaire relativement aux matières pour lesquelles le pouvoir national ou la communauté sont respectivement compétents.

La tutelle administrative ordinaire porte sur les actes des autorités décentralisées pris dans la sphère de leurs intérêts respectifs.

6.B.4. La partie requérante et l'Exécutif flamand font observer à juste titre que la police communale, telle que le législateur a choisi de l'organiser, fait partie des matières relevant de l'intérêt communal, comme en témoignent tant un ensemble de facteurs tirés de la dénomination donnée à cette police, de la responsabilité mise à charge des communes par l'article 196 de la loi communale et de l'insertion dans la loi communale même des dispositions qui régissent cette police, que les travaux préparatoires de la loi incriminée.

6.B.5. Toutes les parties admettent, et la Cour constate, que le recours litigieux offert aux membres de la police sanctionnés n'est pas un recours juridictionnel.

6.B.6. Le Conseil des ministres admet toutefois que les sanctions disciplinaires se prêteraient à des interventions de tutelle et soutient que le législateur national a satisfait à l'avis rendu par la section de législation du Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi qui est à l'origine de la loi entreprise, en supprimant de cet avant-projet la tutelle d'approbation qu'il instituait sur les décisions disciplinaires. Par contre, il conteste que les dispositions entreprises instituent une tutelle administrative.

6.B.7. Une intervention sur recours peut avoir lieu au second degré, après qu'une décision de tutelle a été prise au premier degré.

Si le législateur national instituait, de façon systématique, un recours auprès de l'autorité administrative nationale qu'il désignerait, en faveur des personnes publiques ou privées concernées, à l'encontre de différentes décisions de tutelles prises par les autorités régionales, il en résulterait que la pleine compétence attribuée à la région par l'article 7 de la loi spéciale en matière d'exercice de la tutelle se réduirait à un simple contrôle de première instance.

Le prescrit de l'article 7, interprété à la lumière du principe d'autonomie, commande de qualifier un tel recours de recours de tutelle au sens de la loi spéciale.

Le fait que le recours est, en l'espèce, ouvert non à l'encontre d'une mesure de tutelle exercée sur les autorités communales — comme cela avait été initialement envisagé par le gouvernement dans l'avant-projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat — mais à l'encontre des décisions des autorités communales elles-mêmes, ne permet pas d'adopter une solution différente et n'enlève pas à ce recours administratif et non juridictionnel son caractère de recours de tutelle.

6.B.8. On comprendrait d'ailleurs mal que le régime de tutelle instauré par le législateur spécial ait pour effet que les agents communaux répondent de leurs actes devant une autorité administrative — qui n'est pas une juridiction — différente de celle appelée à apprécier la légalité et la conformité à l'intérêt général de ces actes mêmes.

6.B.9. Enfin, la notion de tutelle ne s'oppose pas à ce que l'autorité fonde sa décision, en matière disciplinaire, sur des circonstances et intérêts propres à l'agent. Lorsqu'il s'agit de prendre une décision disciplinaire, de la contrôler ou de la réformer, la légalité et l'intérêt général n'excluent nullement la prise en compte de ces circonstances et intérêts.

6.B.10. De ce qui précède, il résulte que le recours ouvert en l'espèce auprès d'une autorité administrative afin de réformer une décision administrative, est un procédé de tutelle au sens de l'article 7 de la loi spéciale. S'agissant d'un acte relevant de la tutelle administrative ordinaire, l'organisation des procédures et l'exercice de cette tutelle appartiennent à la compétence de la Région.

Le moyen est fondé.

Quant à l'annulation de certaines dispositions abrogatoires de la loi du 11 février 1986.

7.B. Le législateur national est compétent, en matière de tutelle administrative ordinaire, pour déterminer l'acte soumis à tutelle ainsi que le procédé de tutelle.

L'article 7, 3<sup>o</sup>, e), i), j), et l), et 5<sup>o</sup>, h), de la loi du 11 février 1986 ne viole pas l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980.

Quant à l'étendue territoriale de l'annulation :

8.B. L'autorité nationale étant seule compétente en matière de politique régionale dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et la compétence régionale en matière de tutelle administrative ordinaire étant exclue, par l'article 7, alinéa 2, de la loi spéciale, en ce qui concerne les communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, il s'indique de limiter l'annulation aux Régions flamande et wallonne exception faite des communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées susmentionnées.

Par ces motifs,

La Cour

1. Dit irrecevable la demande d'extension du recours formulée par conclusions du 26 février 1988, sauf en ce qu'elle concerne les dispositions abrogatoires de la loi du 11 février 1986 sur la police communale visées dans ces conclusions;

2. Annuler en ce qui concerne la Région wallonne et la Région flamande, exception faite des communes énumérées aux articles 7 et 8 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966,

1<sup>o</sup> à l'article 178, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi communale, inséré par la loi du 11 février 1986, les mots « du Roi dans les quinze jours à compter de la notification qui leur en est faite » dans la mesure où ils se rapportent au recours ouvert contre la décision du bourgmestre;

2<sup>o</sup> à l'article 178, § 2, alinéa 3, de la loi précitée, les mots « du Roi dans les quinze jours à compter de la notification qui leur en est faite » dans la mesure où ils se rapportent au recours ouvert contre la décision du bourgmestre;

3<sup>o</sup> à l'article 180, alinéa 3, de la loi précitée, les mots « du gouverneur dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite »;

4<sup>o</sup> à l'article 187, § 4, de la loi précitée, les mots « du Roi dans les quinze jours à compter de la notification qui leur en est faite » dans la mesure où ils se rapportent au recours ouvert contre la décision du bourgmestre;

5<sup>o</sup> à l'article 188, alinéa 3, de la précitée, les mots « du gouverneur » et « dans les quinze jours de la notification qui leur en est faite »;

3. Rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1963, à l'audience publique du 22 décembre 1988.

Le greffier,

H. van Der Zwalmén.

Le président,

E. Gutt.

N. 88 — 2294

## Arrest

Rolnummer : 67

Arrest nr. 73 van 22 december 1988.

*Inzake* : Het beroep van de Waalse Gewestexecutieve tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie.

Het Arbitragehof,  
samengesteld uit de voorzitters E. Gutt en J. Delya,  
en de rechters J. Sarot, J. Wathelet, M. Melchior, H. Boel en L. De Grève,  
bijgestaan door de griffier H. Van Der Zwalmen,  
onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt,  
wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering.*

1.1. Bij op 2 december 1987 ter post aangetekend verzoekschrift aan het Hof, ter griffie ontvangen op 3 december 1987, vordert de Waalse Gewestexecutieve de vernietiging van al die bepalingen van de wet op de gemeentepolitie van 11 februari 1986 « waarin de wetgever zijn bevoegdheid overschrijdt, inzonderheid artikel 1, dat in de gemeentewet met name de artikelen 178, 180, 187 en 188 invoegt, alsmede die artikelen zelf, welke de nationale bevoegdheid overschrijden zoals voortspruitend uit de artikelen 107 *quater* en 108 van de Grondwet en uit de bijzondere wet van 8 augustus 1980, en aan de provinciegouverneurs en de Koning het toezicht op tuchtmaatregelen (schorsing en afzetting) genomen door burgemeesters of gemeenteraden, toekennen ».

1.2. Bij conclusie van 26 februari 1988 breidt de Waalse Gewestexecutieve haar vordering uit, die ze integraal als volgt herformuleert :

« de volgende artikelen van genoemde wet van 11 februari 1986 vernietigen in zover de wet de bevoegdheid overschrijdt van de nationale wetgever zoals die uit de artikelen 107 *quater* en 108 van de Grondwet en artikel 7 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 voortvloeit :

Artikel 178.

Artikel 178, § 1, lid 4, betreffende het beroep tegen een beslissing van de gouverneur en van de burgemeester.

Artikel 178, § 2, lid 3, betreffende het beroep tegen een beslissing van de gouverneur en van de burgemeester.

Artikel 178, § 3, in zover het in dezelfde beroepsmogelijkheden voor een commissaris van politie (lees : hoofdcommissaris van politie) voorziet.

Artikel 180.

Artikel 180, lid 3, betreffende het beroep tegen beslissingen van de gemeenteraad en van de burgemeester.

Artikel 187.

Artikel 187, § 4, betreffende het beroep tegen beslissingen van de gouverneur en van de burgemeester.

Artikel 188.

Artikel 188, § 3, betreffende het beroep tegen beslissingen van de gemeenteraad en van de burgemeester.

In de opheffings-, wijzigings- en slotbepalingen :

— Artikel 7, 3<sup>o</sup>, e), betreffende artikel 125, gewijzigd bij de wetten van 30 januari 1924 en 14 februari 1961, 27 mei 1975 en 29 juni 1976 en van 3 december 1984.

— Artikel 7, 3<sup>o</sup>, i), betreffende artikel 127 *bis*, aldaar ingevoegd bij de wet van 18 oktober 1921 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij de wetten van 3 juni 1957 en 27 mei 1975.

— Artikel 7, 3<sup>o</sup>, j), betreffende artikel 127 *ter* en artikel 127 *quater*, ingevoegd bij de wet van 18 oktober 1921 en gewijzigd bij de wet van 27 mei 1975.

— Artikel 7, 3<sup>o</sup>, l), betreffende artikel 129, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1976 en 3 december 1984 bij dezelfde wet, 5<sup>o</sup>, van het veldwetboek.

— Artikel 7, 5<sup>o</sup>, h), betreffende artikel 64, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 33 van 10 november 1934 ».

II. *De Rechtspleging.*

2. Bij beschikking van 3 december 1987 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel van het Hof aangegeven conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof (« organieke wet »).

Het bij artikel 58 van de organieke wet van 28 juni 1983 voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 december 1987.

Met toepassing van de artikelen 59 en 113 van de organieke wet zijn de kennisgevingen van het beroep gedaan bij aangetekende brieven van 18 december 1987 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 21 december 1987.

De Ministerraad heeft op 19 januari 1988, de Vlaamse Executieve op 20 januari 1988 een memorie ingediend.

Ter uitvoering van artikel 1 van de richtlijn van het Hof van 15 december 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1987) is van die memories bij ter post aangetekende brieven van 26 januari 1988, op 27 januari 1988 aan de geadresseerden bezorgd, aanzegging gedaan.

De Waalse Gewestexecutieve heeft een conclusie overgezonden bij op 26 februari 1988 ter post aangetekende brief, op 29 februari 1988 ter griffie ontvangen.

De Vlaamse Executieve heeft op 9 maart 1988 een conclusie neergelegd.

Ter uitvoering van artikel 3, d, van voornoemde richtlijn, is van die conclusies bij ter post aangetekende brieven van 14 maart 1988, op 15 maart 1988 aan de geadresseerden bezorgd, aanzegging gedaan.

De Ministerraad heeft een conclusie overgezonden bij ter post aangetekende brief van 1 april 1988, die op 5 april 1988, dit is na de termijn vastgesteld bij de richtlijn van 15 december 1987, ter griffie is ontvangen.

Bij beschikkingen van 31 mei 1988 en 23 november 1988 heeft het Hof de termijn waarbinnen arrest moet worden gewezen respectievelijk tot 2 december 1988 en 2 juni 1989 verlengd.

Bij beschikking van 30 juni 1988 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting op 20 september 1988 vastgesteld.

Van die beschikking is aan de partijen kennis gegeven, die samen met hun advocaten bij ter post aangetekende brieven van 1 juli 1988, op 4 juli 1988 aan de geadresseerden bezorgd, van de datum van de terechtzitting in kennis zijn gesteld.

De terechtzitting werd tot 28 september 1988 uitgesteld.

De partijen en hun advocaten zijn bij ter post aangetekende brieven van 19 september 1988, op 19 en 20 september 1988 aan geadresseerden bezorgd, van de nieuwe datum van de terechtzitting in kennis gesteld.

Ter terechtzitting van 28 september 1988 :

— zijn verschenen :

Mr. J.M. Raxhon, advocaat bij de balie te Verviers, voor de Waalse Gewestexecutieve, rue de Fer 42, te 5000 Namen;

Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Executieve, Jozef II-sstraat 30, 1040 Brussel;

Mr. C. Cambier, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel;

— hebben de rechters M. Melchior en L. De Grève verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

### III. In rechte.

#### Ten aanzien van de bestreden wet

3. De bestreden wet is door de Kamer van Volksvertegenwoordigers en door de Senaat respectievelijk op 21 juni 1985 en op 6 februari 1986 aangenomen. Zij is op 11 februari 1986 door de Koning bekrachtigd en afgekondigd, en op 6 december 1986 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

4.1. De wet omvat zeven artikelen.

4.2. Artikel 1 vult de gemeentewet met een titel III aan, die als opschrift draagt: « Over de gemeentepolitie », en uit de artikelen 153 tot 201 bestaat. In die artikelen worden de rol en de opdrachten van de gemeentepolitie alsmede haar organisatie en beheer omschreven.

4.3. De tuchtregeling voor de gemeentepolitie is vervat in de artikelen 178 tot 180, 187 tot 189, 192 en 193 van de gemeentewet.

4.4. Artikel 178, § 1, eerste lid, bepaalt: « De Koning kan de commissarissen van politie die tekortkomen in hun beroepsplicht of die de waardigheid van hun ambt in gevaar brengen, schorsen voor ten hoogste zes maanden of afzetten ».

Hetzelfde artikel bepaalt in § 1, tweede lid, dat de provinciegouverneur om dezelfde redenen de commissaris van politie kan schorsen voor een termijn van niet langer dan één maand. De minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie moeten binnen vierentwintig uur van de beslissing van de gouverneur op de hoogte worden gebracht.

Artikel 178, § 1, derde lid, stelt dat de burgemeester de commissarissen van politie om dezelfde redenen kan schorsen voor een termijn van niet langer dan één maand en verplicht hem de provinciegouverneur, de minister van Binnenlandse Zaken en de minister van Justitie binnen vierentwintig uur van zijn beslissing in kennis te stellen.

Op grond van artikel 178, § 1, vierde lid, kunnen de commissarissen van politie bij de Koning tegen de beslissingen van de gouverneur en van de burgemeester beroep instellen binnen veertien dagen te rekenen vanaf de hun gedane betekening.

4.5. Artikel 178, § 2, eerste lid, geeft aan de provinciegouverneur de bevoegdheid om de adjunct-commissarissen van politie in dezelfde gevallen en na het verstrekken van dezelfde inlichtingen bepaald in § 1 van dat artikel gedurende ten hoogste zes maanden te schorsen en om hen af te zetten.

Naar luid van het tweede lid van § 2 kunnen de adjunct-commissarissen van politie door de burgemeester in dezelfde gevallen eveneens worden geschorst voor een termijn van niet langer dan één maand.

Tegen de beslissing van de gouverneur en van de burgemeester kan de adjunct-politiecommissaris volgens het derde lid van § 2 bij de Koning beroep instellen binnen veertien dagen te rekenen vanaf de betekening van de beslissing.

4.6. Artikel 178, § 3, bepaalt dat de hoofdcommissaris van politie aan hetzelfde tuchtstatuut onderworpen is als de commissarissen van politie.

4.7. Artikel 179 bepaalt dat de hoofdcommissaris van politie, de commissaris van politie, de adjunct-commissaris van politie en de hoofd-inspecteur van eerste klasse voor feiten begaan in de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie niet kunnen worden afgezet of geschorst dan op voorstel of met de instemming van de procureur-generaal bij de Hof van beroep.

4.8. Artikel 180 kent in het eerste lid aan de gemeenteraad de bevoegdheid toe de andere leden van de stedelijke politie om dezelfde redenen als vermeld in artikel 178 voor ten hoogste zes maanden te schorsen of hen af te zetten.

Op grond van het tweede lid kan de burgemeester die leden van de politie om dezelfde redenen schorsen voor een termijn van niet langer dan één maand.

Het derde lid bepaalt: « De betrokkenen kunnen bij de gouverneur beroep instellen tegen de beslissing van de gemeenteraad of van de burgemeester binnen veertien dagen te rekenen vanaf de hun gedane betekening ».

4.9. Artikel 187 geeft in de §§ 1 en 2 aan de provinciegouverneur de bevoegdheid de brigadecommissaris, de hoofdveldwachter en de enige veldwachter die in hun beroepsplicht tekortkomen of de waardigheid van hun ambt in gevaar brengen, voor een termijn van ten hoogste zes maanden te schorsen en hen af te zetten; in § 3 staat het de burgemeester toe de hoofdveldwachter of de enige veldwachter om dezelfde redenen voor een termijn van niet langer dan één maand te schorsen. Diverse in het artikel vermelde overheden moeten binnen de vierentwintig uren van de getroffen beslissing in kennis worden gesteld.

Artikel 187, § 4, bepaalt: « De betrokkenen kunnen bij de Koning beroep instellen tegen de beslissing van de gouverneur of van de burgemeester binnen de veertien dagen vanaf de hun gedane betekening ».



4.10. Artikel 188, eerste en tweede lid, kent aan de gemeenteraad en aan de burgemeester, wat de andere leden van de landelijke politie betreft, dezelfde tuchtrechtelijke bevoegdheid toe als bij die overheden krachtens artikel 180 berust ten aanzien van de andere leden van de stadspolitie dan hoofdcommissarissen van politie, commissarissen van politie en adjunct-commissarissen van politie.

Artikel 188, derde lid, bepaalt : « De betrokkenen kunnen tegen de beslissing van de gemeenteraad of van de burgemeester bij de gouverneur beroep instellen binnen veertien dagen vanaf de hun gedane betekening ».

4.11. Artikel 189 vereist dat de procureur-generaal bij het Hof van beroep zijn instemming geeft voor tucht-sancities tegen de leden van de landelijke politie met de hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, wanneer de ten laste gelegde feiten begaan zijn in de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie; het artikel vereist dat de procureur des Konings zijn instemming geeft voor tuchtsancities tegen de andere leden van de landelijke politie wanneer tót de maatregel wordt besloten uit hoofde van hun gerechtelijke opdrachten.

4.12. Artikel 192 gaat over de gevolgen van een schorsing, stelt als straf de waarschuwing en de berisping en bepaalt dat iedere schorsings- of afzettingsmaatregel bij voorraad wordt uitgevoerd.

4.13. Artikel 193 verplicht de overheid de betrokkene te horen alvorens een sanctie te treffen, en proces-verbaal op te maken van dat verhoor.

*Ten aanzien van de partijen*

5. De partijen in het geding zijn de Waalse Gewestexecutieve, die het beroep heeft ingesteld en een conclusie heeft neergelegd, de Ministerraad, die een memorie heeft ingediend, en de Vlaamse Executieve, die een memorie heeft ingediend en een conclusie heeft neergelegd.

*Ten aanzien van het enige middel*

6.A.1. In haar verzoekschrift voert de Waalse Gewestexecutieve tegen de bestreden wet aan dat ze procedures organiseert en toezichhoudende overheden aanwijst inzake gewoon administratief toezicht op beslissingen van gemeentelijke organen, terwijl krachtens artikel 7 van de bijzondere wet die bevoegdheid bij uitsluiting tot de gewestelijke wetgever behoort.

In de toelichting bij het middel wijst de verzoekende partij erop dat de afdeling wetgeving van de Raad van State in het advies van 9 mei 1984 over het voorontwerp dat de aanzet van de aangevochten wet was, de twee opvattingen had uiteengezet die de nationale wetgever inzake organisatie en beheer van de plaatselijke politie kan concretiseren alsmede de gevolgen van de gedane keuze op sommige aspecten van het uitgeoefende toezicht dat over overheidshandelingen betreffende die politiemachten wordt uitgeoefend.

Uit dat advies zou volgen dat alleen bij een in het kader van de territoriale deconcentratie opgezette gemeentelijke politie het de nationale wetgever toegestaan zou zijn in alle onderdelen het toezicht te organiseren op handelingen van plaatselijke besturen betreffende genoemde politie, zulks krachtens artikel 7, eerste lid, b, van de bijzondere wet.

Integendeel zou de organisatie van de toezichhoudende procedures en de uitoefening van het toezicht op die handelingen, conform artikel 7, eerste lid, bij het Gewest berusten, wanneer de nationale wetgever de plaatselijke politie binnen de werkingssfeer van de gemeentelijke autonomie zou laten.

Voor de verzoekende partij zou er geen twijfel over bestaan dat de bestreden wet de gemeentepolitie binnen de sfeer van de gelijknamige belangen heeft gehandhaafd. Om dit te staven maakt zij onder meer gewag van de parlementaire voorbereiding van de wet, van de benaming zelf van de plaatselijke politie, van de aansprakelijkheid die door artikel 196 van de gemeentewet op de gemeenten wordt gelegd en van de invoering van de essentie van de bestreden wet in de gemeentewet.

De Waalse Gewestexecutieve verklaart het beroep te aanvaarden dat bij de Koning tegen rechtstreeks door de provinciegouverneur genomen sancties openstaat, omdat het om een hiërarchische procedure gaat : de provinciegouverneur treedt immers op in zijn hoedanigheid van orgaan van de Staat.

Wanneer sancties ofwel door de burgemeester ofwel door de gemeenteraad worden genomen, wordt, naar het oordeel van verzoeker, een eigen bevoegdheid uitgeoefend, inherent aan het gemeentelijke niveau waaronder de politie ressorteert. Noch de burgemeester, noch de gemeenteraad treden als orgaan van de Staat op, hetgeen ze — althans ten deze — geen van beide zijn.

6.A.2. In zijn memorie constateert de Ministerraad dat volgens het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State onderhavige aangelegenheid er een is waarop het gewoon administratief toezicht van toepassing is. Toch merkt de Ministerraad op dat de Raad van State in zijn advies noch omtrent de inhoud, noch omtrent de omvang van het begrip toezicht enige uitleg geeft. Dienaangaande herinnert de Ministerraad eraan dat het aan de afdeling wetgeving voorgelegde voorontwerp, naast de mogelijkheid tot het instellen van een beroep tegen schorsings- of afzettingsbeslissingen uitgesproken door de gemeenteoverheden en door de provinciegouverneur, een goedkeuringstoezicht tot stand bracht op de handelingen houdende tuchtmaatregelen van burgemeesters en gemeenteraden. Volgens de Ministerraad zou de wetgever het ingewonnen advies hebben opgevolgd door het goedkeuringstoezicht uit het ontwerp te schrappen.

De Ministerraad betoogt dat administratief toezicht en beroep twee onderscheiden begrippen zijn; enkel het toezicht zou door artikel 7 van de bijzondere wet worden beoogd.

Volgens hem moet het administratief toezicht worden beschouwd als het attribuut van een bevoegdheid in handen van een centrale overheid ten aanzien van een gedecentraliseerde overheid opdat deze hetgeen het algemeen belang en de wettigheid vereisen niet in gevaar brengt. Het beroep daarentegen zou een rechtsmiddel zijn dat kan worden aangewend om door een overheid genomen beslissingen te bestrijden. De reden van bestaan ervan zou hierin liggen, dat aan het einde van een op verzoek ingestelde procedure, bescherming wordt verkregen van rechten of belangen die de handeling aantast.

De Ministerraad geeft toe dat het domein van het tuchtrecht zich voor toezichhoudend optreden leent. Het doel daarvan zou natuurlijk zijn te verhinderen of te voorkomen dat een gedecentraliseerde overheid handelingen verricht in strijd met de wet of het algemeen belang. Het administratief toezicht zou zich ambtshalve inflaten met de beoordeling van de wettigheid en van het algemeen belang, zonder dat daarvoor een beroep is vereist.

Ten deze zou de wetgever de afweging van de uitoefening van de bevoegdheid om uitspraak te doen in tuchtzaken op een ander plan en in een andere waardeschaal hebben ondergebracht. Hij zou — althans naar de vorm — de controle over de opgenomen bevoegdheid hebben willen jurisdictionaliseren.

Tot besluit van zijn memorie stelt de Ministerraad dat de toegang tot opeenvolgende instanties bij tuchtprocedures tegen leden van de gemeentepolitie geen problemen betreft in verband met betrekkingen tussen gedecentraliseerde en gedecentraliseerde overheden. Het zou geenszins gaan om het regelen van de uitoefening van de bevoegdheden van een toezichhoudende overheid, maar om het inrichten van het verloop van een procedure inzake geschillen van bestuur.

6.A.3. In haar memorie is de Vlaamse Executieve van mening dat de bestreden bepalingen een administratief toezicht organiseren op tuchtrechtelijke beslissingen van de burgemeester en de gemeenteraad tegen leden van de politie. De wet zou sommige handelingen van gemeenteverheden onderwerpen aan het toezicht van een hogere overheid en de procedure van dat toezicht organiseren door het stellen van de termijn waarbinnen het betrokken lid van de gemeentepolitie een beroep kan instellen. Dusdoende zou de nationale wetgever « de organisatie van de procedures, alsook de uitoefening van het administratief toezicht » in de zin van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 hebben geregeld.

Voor de Vlaamse Executieve is het duidelijk dat dit toezicht een gewoon administratief toezicht is, in de eerste plaats omdat het geregelde toezicht in de gemeentewet is opgenomen, zodat het onmiskenbaar een « vorm van toezicht (...) ingesteld door de gemeentewet » is en dus aan de door de bijzondere wetgever gegeven definitie van gewoon administratief toezicht beantwoordt.

Bovendien zou het aldus geregelde toezicht begrepen moeten worden als gewoon administratief toezicht in de materiële betekenis van dat begrip, aangezien de aan toezicht onderworpen beslissingen uitingen van de gemeentelijke autonomie zijn. Dienaangaande betoogt de Vlaamse Executieve dat het gewoon administratief toezicht betrekking zou hebben op handelingen van plaatselijke overheden waarbij deze hun autonomie uitoefenen, terwijl specifiek toezicht betrekking zou hebben op wat « medebewind » wordt genoemd, dit is de nauwkeurig omschreven verplichting tot medewerking aan de uitvoering van de regelen van hoger gezag.

Naar het oordeel van de Vlaamse Executieve zou het door de bestreden wet georganiseerde toezicht evenmin voldoen aan de voorwaarden voor specifiek administratief toezicht zoals die zouden voortvloeien uit het arrest van het Hof van 30 juni 1987. De opdrachten die aan de gemeenteverheden werden toegekend — het nemen van tuchtmaatregelen ten aanzien van gemeentebambtenaren — zouden niet kunnen worden beschouwd als opdrachten met betrekking tot aangelegenheden waarvoor de Staat bevoegd zou zijn aangezien het klaarblijkelijk om een aangelegenheid van gemeentelijk belang in de zin van artikel 108 van de Grondwet zou gaan.

6.A.4. Als antwoord op het door de Ministerraad ontwikkelde verweer, is dezelfde partij het in haar conclusie ermee eens dat de bestreden artikelen, naar de vorm, georganiseerde administratieve beroepen instellen. Toch zouden deze beroepen, naar inhoud, volgens de concluderende partij, onder het begrip administratief toezicht vallen.

De Vlaamse Executieve leidt uit artikel 108, tweede lid, 6°, van de Grondwet af dat het administratief toezicht het geheel is van de opdrachten die door de wetgever worden toevertrouwd aan administratieve overheden om te beletten dat gedecentraliseerde besturen handelingen verrichten in strijd met de wet of het algemeen belang.

Volgens de concluderende partij kan niet worden betwist dat de bestreden bepalingen met dit oogmerk zijn aangenomen : aan de Koning en de gouverneur werd immers de bevoegdheid toegekend om disciplinaire beslissingen van plaatselijke overheden ongedaan te maken of te hervormen, waarbij zij zowel een legaliteits- als een opportunitiecontrole op die beslissingen moeten uitoefenen. Wel is het zo dat vooral — zij het niet uitsluitend — disciplinaire sancties waarbij inbreuk wordt gemaakt op de rechten van de betrokkenen strijdig zullen worden bevonden met de wet of het algemeen belang; een en ander zou evenwel niets afdoen aan de aard van de uitgeoefende controle.

De Vlaamse Executieve merkt ten slotte op dat de bestreden toezichtsregeling voor de leden van de politie in sommige gevallen in de plaats komt van de regeling waarin artikel 85 van de gemeentewet voor alle gemeentebambtenaren voorziet. In dat verband wijst de Executieve erop dat de Vlaamse wetgever, op grond van de bij artikel 7 van de bijzondere wet toegewezen bevoegdheid, bij decreet van 28 juni 1985 de organisatie van de procedure zou hebben gewijzigd en voor het bij lid 3 van vernoemd artikel 85 georganiseerde beroep een nieuwe toezichthoudende overheid zou hebben aangewezen.

6.A.5.1. De conclusie van de Waalse Gewestexecutieve omvat twee gedeelten. In het eerste gedeelte beantwoordt zij de argumentatie van de Ministerraad; in het tweede vordert de Executieve de vernietiging van andere bepalingen dan de in het verzoekschrift beoogde en verantwoordt de uitbreiding van haar vordering.

6.A.5.2. Voor de Waalse Gewestexecutieve vallen tussenkomsten op beroep niet buiten het begrip toezicht.

Na auteurs te hebben vermeld die « de herziening op beroep » tot de procédés van toezicht rekenen, merkt zij op dat de term « beroep » geen eigen betekenis heeft en niet altijd een juridictioneel of quasi-jurisdictioneel beroep omvat, wat onder meer uit artikel 125 van de provinciewet zou blijken. Bovendien zou de afdeling administratie van de Raad van State in haar arrest nr. 23.626 van 23 oktober 1983 een beslissing genomen op beroep niet als een juridictionele handeling hebben beschouwd, omdat een dergelijke voor de afdeling gebrachte beslissing immers vernietigd en niet naar een andere rechterlijke instantie werd verwezen.

Volgens de concluderende partij is het overduidelijk dat de beroepen vermeld in de artikelen 178, 180, 187 en 188 van de gemeentewet rechtstreeks zijn ingegeven door het vroegere artikel 123, vierde lid, van genoemde wet, waarbij de door de burgemeester geschorste commissaris van politie binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing bij de provinciegouverneur beroep kon instellen.

Conclusienemer wijst erop dat vernoemd artikel 123 voor het Waalse Gewest was aangevuld met artikel 1 van het decreet van het Waalse Gewest van 15 februari 1984, dat enerzijds aan de Executieve of aan de door haar aangewezen minister de bij het vierde lid aan de provinciegouverneur verleende bevoegdheden toeweest, anderzijds de beroepsprocedure nader omschreef.

De afdeling wetgeving van de Raad van State, waaraan het voorontwerp van decreet was voorgelegd, zou in haar advies van 13 december 1982 hebben erkend dat het Gewest ten deze volledig bevoegd was.

Die bevoegdheid zou door de afdeling wetgeving zijn herbevestigd in het advies L. 17.938/2 van 27 april 1987 over het voorontwerp van decreet tot organisatie van de uitoefening van het administratief toezicht vermeld in de artikelen 178, 180, 187 en 188 van de gemeentewet; de afdeling stelde vast dat « en adoptant ces articles, le législateur national a empiété sur la compétence du législateur régional, telle qu'elle est définie à l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

6.A.5.3. Verder in haar conclusie geeft de Waalse Gewestexecutieve te kennen dat in het verzoekschrift de vordering tot vernietiging voorlopig was beperkt tot de artikelen 178, 180, 187 en 188 van de gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1986, omdat die beroepen betroffen tegen beslissingen van de burgemeester en de gemeenteraad.

Men had zich aldus de mogelijkheid voorbehouden de vordering uit te breiden, zodat een uitbreiding ervan ontvankelijk zou zijn.

De Waalse Gewestexecutieve verklaart bij wege van haar conclusie dat ze haar vordering enerzijds tot vernoemde artikelen uitbreidt, omdat ze beroepen beoogen tegen beslissingen van de provinciegouverneur, anderzijds tot artikel 7, 3°, e, i, j en l, en 5°, h, van de wet van 11 februari 1986, waarbij de artikelen 125, 127 bis, 127 ter, 127 quater en 129 van de gemeentewet alsmede artikel 64 van het Veldwetboek worden opgeheven.

In strijd met wat de Executieve in haar verzoekschrift overwoog, stelt zij dat een beroep tegen een beslissing van de provinciegouverneur onder het administratief toezicht valt en geen hiërarchisch beroep is.

Volgens de Waalse Gewestexecutieve is in de wet van 11 februari 1986 klaarblijkelijk geen onderscheid gemaakt tussen beslissingen van de burgemeester en de gemeenteraad enerzijds, en beslissingen van de provinciegouverneur anderzijds. Door de overheid aan te wijzen die kennis neemt van de beroepen tegen beslissingen van de provinciegouverneur zou de nationale wetgever ook artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 hebben overtreden.

Overwegende dat de uitoefening van het administratief toezicht krachtens artikel 7 van de bijzondere wet aan het Gewest toekomt, betoogt de Waalse Gewestexecutieve anderzijds, dat iedere instelling of iedere wijziging van toezichthoudende procédés, zoals die in 1980 bestonden, bij uitsluiting tot de bevoegdheid van de gewestelijke wetgever behoren, tenzij wanneer een wet, aangenomen met de meerderheidsvoorwaarden, bepaald in artikel 1, laatste lid, van de Grondwet, daar anders over zou beschikken. Volgens de Gewestexecutieve vindt die stelling steun in het arrest van het Hof, nr. 42, van 24 november 1987.

De Waalse Gewestexecutieve vordert derhalve de vernietiging van voornoemde opheffingsbepalingen van de wet van 11 februari 1986.

#### *Over de omvang van het beroep.*

6.B.1. De organieke wet van 28 juni 1983 bepaalt dat de beroepen moeten worden ingesteld binnen een termijn van één jaar na de bekendmaking van de bestreden norm en eist dat de verzoekschriften door een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing waarbij de Regering of de Executieve beslist heeft het beroep in te stellen, worden gestaafd.

Gesteld zelfs dat de organieke wet de uitbreiding van een beroep mogelijk maakt, dan nog is de vraag tot uitbreiding, die in naam van de Waalse Gewestexecutieve in de conclusie van 26 februari 1988 is geformuleerd, niet ontvankelijk. Enerzijds is die vraag geformuleerd meer dan een jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie; anderzijds, gaat zij niet vergezeld van enige beslissing van de Waalse Gewestexecutieve waarbij deze ertoe besloten zou hebben de omvang van het beroep tot vernietiging, zoals zij dat beroep tijdens haar vergadering van 10 september 1987 had omschreven, te herzien. De kennisgeving van de beslissing van 10 september 1987, gevoegd bij het op 3 december 1987 ter griffie ontvangen verzoekschrift, luidt als volgt: « De Executieve beslist bij het Arbitragehof beroep in te stellen tot vernietiging van de artikelen 178, 180, 187 en 188 van de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 december 1986, op grond dat de nationale wetgever door die bepalingen zijn bevoegdheden overschrijdt door de uitoefening van het administratief toezicht op de door de burgemeester of de gemeenteraad aan leden van de gemeentepolitie opgelegde tuchtstraffen te organiseren ». (Vertaling.)

Het verzoek tot uitbreiding van de annulatieberoep tot de artikelen 178, 180, 187 en 188 van de gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1986, in zover zij beroepen betreffen die tegen beslissingen van de gouverneur openstaan, is niet ontvankelijk.

Wanneer opheffingsbepalingen onlosmakelijk verbonden zijn met regelmatig aangevochten bepalingen waarvan het Hof de vernietiging uitspreekt, is de vernietiging van die bepalingen bij wege van gevolgtrekking geboden en meteen verantwoord om reden van de rechtszekerheid en de duidelijkheid in het rechtsverkeer.

Het Hof kan zich amtsshalve over die vernietiging uitspreken; het kan dat evenzeer wanneer de verzoekende partij dat in de loop van de procedure heeft gevorderd. In die hypothesen is er geen nieuw beroep, noch uitbreiding van beroep.

De vordering tot vernietiging van artikel 7, 3<sup>o</sup>, e, i, j en l, en 5, h, is ontvankelijk, maar enkel in zover de door die bepalingen opgeheven artikelen betrekking hebben op het toezicht op de door de gemeenteoverheden genomen maatregelen.

#### *Ten gronde.*

6.B.2. Artikel 108, derde lid, van de Grondwet machtigt de wetgever, bij beslissing met bijzondere meerderheid, aan de Raden van de Gemeenschap of van het Gewest de bevoegdheid op te dragen tot het regelen van de organisatie en de uitoefening van het administratief toezicht.

6.B.3. Gebruikmakend van de mogelijkheid geboden door die bepaling, is de bijzondere wetgever overgegaan tot diverse bevoegdheidstoeuwijzingen inzake administratief toezicht.

Artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wijst aan het Gewest de bevoegdheid toe tot het organiseren van de procedures van het administratief toezicht en tot het uitoefenen van dat toezicht op de provincies, de gemeenten en de agglomeraties en federaties van gemeenten, wat het gewoon administratief toezicht betreft. Bij overgangsmaatregel zijn de Gewesten echter niet bevoegd voor het gewoon administratief toezicht wat betreft de provincie Brabant en de gemeenten genoemd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het taalgebruik in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Artikel 7 kent aan het Gewest dezelfde bevoegdheid toe om de procedures te organiseren en het toezicht uit te oefenen voor de « andere handelingen », maar preciseert dat die bevoegdheid is uitgesloten wanneer door de wet of het gemeenschapsdecreet een specifiek toezicht is georganiseerd met betrekking tot de materies waarvoor respectievelijk de nationale en de gemeenschapsoverheid bevoegd zijn.

Het gewoon administratief toezicht wordt uitgeoefend op de handelingen van gedecentraliseerde overheden die binnen hun respectieve belangensfeer worden gesteld.

6.B.4. De verzoekende partij en de Vlaamse Executieve doen terecht opmerken dat de gemeentepolitie, zoals de wetgever die heeft willen organiseren, deel uitmaakt van de aangelegenheden die tot het gemeentelijk belang behoren, zoals blijkt uit zowel een geheel van factoren afgeleid uit de benaming van die politie, uit de aansprakelijkheid van de gemeenten op grond van artikel 196 van de gemeentewet en uit de invoering in de gemeentewet zelf van bepalingen die op deze politie van toepassing zijn, als uit de parlementaire voorbereiding van de aangevochten wet.

6.B.5. Alle partijen erkennen, en het Hof stelt vast, dat het betwiste beroep dat bestrafte leden van de politie kunnen instellen, geen juridictioneel beroep is.

6.B.6. De Ministerraad erkent nochtans dat tuchtstraffen tot optreden van de toezichthoudende overheid kunnen leiden en betoogt dat de nationale wetgever op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State over het voorontwerp van wet dat de aanzet was tot de bestreden wet, is ingegaan door uit het voorontwerp het goedkeuringstoezicht op tuchtrechtelijke beslissingen weg te laten. Hij betwist daarentegen dat de aangevochten bepalingen een administratief toezicht instellen.

6.B.7. Het kan gebeuren dat een beroep wordt ingesteld nadat reeds eerder een toezichthoudende beslissing is genomen.

Mocht de nationale wetgever systematisch, ten gunste van publiekrechtelijke en privaatrechtelijke personen, een beroep openstellen bij de nationale administratieve overheid die hij zou aanwijzen, tegen verscheidene toezichthoudende beslissingen van gewestelijke overheden, dan zou daaruit voortvloeien dat de volheid van bevoegdheid die bij artikel 7 van de bijzondere wet inzake de uitoefening van het administratief toezicht aan het Gewest wordt toegekend, zou worden herleid tot een eenvoudige controle in eerste aanleg.

De voorschriften van artikel 7, uitgelegd in het licht van het autonomiebeginsel, gebieden zulk beroep aan te merken als beroep in het kader van administratief toezicht in de zin van de bijzondere wet.

Het feit dat het beroep ten deze openstaat, niet tegen een maatregel van administratief toezicht uitgeoefend op de gemeenteoverheden — zoals dat aanvankelijk was beoogd door de Regering in het voorontwerp van wet dat aan het advies van de Raad van State werd onderworpen — maar tegen beslissingen van gemeenteoverheden zelf, staat niet toe een andere oplossing aan te nemen en ontleent aan dat administratief en niet-jurisdictioneel beroep niet het karakter van beroep in het kader van toezicht.

6.B.8. Het is trouwens moeilijk denkbaar dat het door de bijzondere wetgever ingestelde regime van toezicht tot gevolg zou hebben dat gemeenteamttenaren voor hun handelingen rekenschap geven aan een administratieve overheid — die geen rechtcollege is — die verschillend is van de overheid die de wettigheid en de overeenstemming met het algemeen belang van diezelfde handelingen moet beoordelen.

6.B.9. Ten slotte verzet het begrip « administratief toezicht » zich er niet tegen dat de overheid haar tuchtrechtelijke beslissing baseert op omstandigheden en belangen eigen aan het personeelslid. Bij het nemen van een tuchtrechtelijke beslissing, het controleren of hervormen ervan, sluiten de wettigheid en het algemeen niet uit dat die omstandigheden en belangen in aanmerking worden genomen.

6.B.10. Uit het voorgaande volgt dat het beroep dan ten deze bij een administratieve overheid openstaat ten einde een administratieve beslissing te herzien, een toezichthoudend procédé is in de zin van artikel 7 van de bijzondere wet. Aangezien het gaat om een handeling die onder het gewoon administratief toezicht valt, behoren de organisatie van de procedures en de uitoefening van dat toezicht tot de bevoegdheid van het Gewest.

Het middel is gegrond.

*Ten aanzien van de vernietiging van sommige opheffingsbepalingen van de wet van 11 februari 1986.*

7.B. De nationale wetgever is inzake gewoon administratief toezicht bevoegd om de aan toezicht onderworpen handeling, alsmede het procédé van toezicht te bepalen.

Artikel 7, 3<sup>o</sup>, e, i, j en l, en 5<sup>o</sup>, h, van de wet van 11 februari 1986 schendt artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet.

*Ten aanzien van de territoriale omvang van de vernietiging.*

8.B. Aangezien enkel de nationale overheid voor het gewestelijk beleid in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad bevoegd is en de gewestelijke bevoegdheid inzake gewoon administratief toezicht bij artikel 7, tweede lid, van de bijzondere wet uitgesloten is wat de gemeenten betreft die zijn opgesomd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, dient de vernietiging te worden beperkt tot het Vlaamse en het Waalse Gewest met uitzondering van de gemeenten genoemd in de artikelen 7 en 8 van voornoemde gecoördineerde wetten.

Om die redenen,

Het Hof

1. Verklaart niet-ontvankelijk de vordering tot uitbreiding van het beroep, geformuleerd in de conclusie van 26 februari 1988; behalve in zover zij de in die conclusie beoogde opheffingsbepalingen van de wet van 11 februari 1986 op de gemeentepolitie betreft;

2. Vernietigt, wat het Vlaamse en het Waalse Gewest betreft, met uitzondering van de gemeenten genoemd in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966,

1<sup>o</sup> in artikel 178, § 1, vierde lid, van de gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 11 februari 1986, de woorden : « de Koning » en « binnen veertien dagen te rekenen vanaf de hen gedane betekening » in zover zij betrekking hebben op het beroep dat openstaat tegen de beslissing van de burgemeester;

2<sup>o</sup> in artikel 178, § 2, derde lid, van voornoemde wet, de woorden « de Koning » en « binnen veertien dagen te rekenen vanaf de hen gedane betekening », in zover zij betrekking hebben op het beroep dat openstaat tegen de beslissing van de burgemeester;

3<sup>o</sup> in artikel 180, derde lid, van voornoemde wet, de woorden « de gouverneur » en « binnen veertien dagen te rekenen vanaf de hen gedane betekening »;

4<sup>o</sup> in artikel 187, § 4, van voornoemde wet, de woorden « de Koning » en « binnen veertien dagen vanaf de hun gedane betekening », in zover zij betrekking hebben op het beroep dat openstaat tegen de beslissing van de burgemeester;

5<sup>o</sup> in artikel 188, derde lid, van voornoemde wet, de woorden « de gouverneur » en « binnen veertien dagen vanaf de hun gedane betekening ».

3. Verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, op de openbare terechtzitting van 22 december 1988.

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

E. Gutt.

Urteil

D. 88 — 2294

Geschäftsverzeichnisnr 67

Urteil Nr. 73 vom 22. Dezember 1988.

In Sachen : Klage der Wallonischen Regionalexekutive auf teilweise Nichtigerklärung des Gemeindepolizeigesetzes vom 11. Februar 1986.

Der Schiedsgerichtshof,  
zusammengesetzt aus den Vorsitzenden E. Gutt und J. Delva,  
und den Richtern J. Sarot, J. Wathelet, M. Melchior, H. Boel und L. De Greve,  
unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwahlen,  
unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,  
verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

### I. Klagegegenstand

1.1. In ihrer Klageschrift, die mit am 2. Dezember 1987 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde und am 3. Dezember 1987 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Wallonische Regionalexekutive Klage auf Nichtigerklärung all jener Bestimmungen des Gemeindepolizeigesetzes vom 11. Februar 1986, « in denen der Gesetzgeber seine Zuständigkeit überschreitet, insbesondere in Artikel 1, der in das Gemeindegesetz namentlich die Artikel 178, 180, 187 und 188 einfügt, sowie diese Artikel selbst, welche die nationale Zuständigkeit, sowie diese aus den Artikeln 107 *quater* und 108 der Verfassung und aus Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 hervorgeht, überschreiten und den Provinzgouverneuren und dem König die Aufsicht über von Bürgermeistern oder Gemeinderäten getroffenen Disziplinarmaßnahmen (Suspendierung oder Absetzung) zuweisen ».

1.2. In ihren Anträgen vom 26. Februar 1988 erweitert die Wallonische Regionalexekutive ihre Klage, die sie in ihrer Gesamtheit folgendermassen neu formuliert :

« die nachstehenden Artikel des besagten Gesetzes von 11. Februar 1986 für nichtig erklären, soweit das Gesetz die Zuständigkeit des nationalen Gesetzgebers überschreitet, so wie diese aus den Artikeln 107 *quater* und 108 der Verfassung und aus Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8.8. 1980 zur Reform der Institutionen hervorgeht :

Artikel 178.

Artikel 178, § 1, Absatz 4, bezüglich der Beschwerde gegen eine Entscheidung des Gouverneurs und des Bürgermeisters.

Artikel 178, § 2, Absatz 3, bezüglich der Beschwerde gegen eine Entscheidung des Gouverneurs und des Bürgermeisters.

Artikel 178, § 3, insofern er die gleichen Beschwerdemöglichkeiten für einen Polizeikommissar (man lese : Polizeipräsidenten) vorsieht.

Artikel 180.

Artikel 180, Absatz 3, bezüglich der Beschwerde gegen Entscheidungen des Gemeinderats und des Bürgermeisters.

Artikel 187.

Artikel 187, § 4, bezüglich der Beschwerde gegen Entscheidungen des Gouverneurs und des Bürgermeisters.

Artikel 188.

Artikel 188, § 3, bezüglich der Beschwerde gegen Entscheidungen des Gemeinderats und des Bürgermeisters.

In den Aufhebungs-, Abänderungs- und Schlussbestimmungen :

Artikel 7, 3<sup>o</sup> e), bezüglich des Artikels 125, abgeändert durch die Gesetze vom 30. Januar 1924, 14. Februar 1961, 27. Mai 1975 und 29. Juni 1976 und vom 3. Dezember 1984.

Artikel 7, 3<sup>o</sup> i), bezüglich des Artikels 127 *bis*, dort eingefügt durch das Gesetz vom 18. Oktober 1921 und abgeändert durch den königlichen Erlass vom 14. August 1933 sowie durch die Gesetze vom 3. Juni 1957 und 27. Mai 1975.

Artikel 7, 3<sup>o</sup> j), bezüglich der Artikel 127 *ter* und 127 *quater*, eingefügt in das Gesetz vom 18. Oktober 1921 und abgeändert durch das Gesetz vom 27. Mai 1975.

Artikel 7, 3<sup>o</sup> i), bezüglich des Artikels 129, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1976 und 3. Dezember 1984 durch dasselbe Gesetz, 5<sup>o</sup>, des Flurgesetzbuches.

Artikel 7, 3<sup>o</sup> h), bezüglich des Artikels 64, abgeändert durch den königlichen Erlass Nr. 33 vom 10. November 1934 ».

### II. Verfahren.

Durch Anordnung vom 3. Dezember 1987 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes (« organisierendes Gesetz ») die Mitglieder der Besetzung des Hofes bezeichnet.

Die durch Artikel 58 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. Dezember 1987.

Gemäss den Artikeln 59 und 113 des organisierenden Gesetzes erfolgten die Benachrichtigungen über die Klageerhebung mit Einschreibebriefen, die am 18. Dezember 1987 bei der Post aufgegeben und am 21. Dezember 1987 den Adressaten zugestellt wurden.

Der Ministerrat hat am 19. Januar 1988, die Flämische Exekutive am 20. Januar 1988 einen Schriftsatz eingereicht.

In Ausführung vom Artikel 1 der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 (B.S. vom 29. Dezember 1987) wurden diese Schriftsätze mit am 26. Januar 1988 bei der Post aufgegebenen und am 27. Januar 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen mitgeteilt.

Die Wallonische Regionalexekutive hat mit am 26. Februar 1988 bei der Post aufgegebenem und am 29. Februar 1988 bei der Kanzlei eingegangenem Einschreibebrief Anträge zukommen lassen.

Die Flämische Exekutive hat am 9. März 1988 Anträge hinterlegt.

In Ausführung vom Artikel 3 *d* besagter Richtlinie wurden diese Anträge mit am 14. März 1988 bei der Post aufgegebenen und am 15. März 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen mitgeteilt.

Der Ministerrat hat mit am 1. April 1988 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief Anträge zukommen lassen, die am 5. April 1988, d.h. nach Ablauf der Frist gemäss der Richtlinie vom 15. Dezember 1987, bei der Kanzlei eingegangen sind.

Durch Anordnungen vom 31. Mai 1988 und 23. November 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 2. Dezember 1988 bzw. 2. Juni 1989 verlängert.

Durch Anordnung vom 30. Juni 1988 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 20. September 1988 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit am 1. Juli 1988 bei der Post aufgegebenen und am 4. Juli 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

Die Sitzung wurde auf den 28. September 1988 verschoben.

Die Parteien und ihre Anwälte wurden mit am 19. September 1988 bei der Post aufgegebenen und am 19. bzw. 20. September 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die neue Terminfestsetzung informiert.

In der Sitzung vom 28. September 1988 :

sind Erschienen :

RA J. Raxhon, in Verviers zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, Rue de Fer 42 in 5000 Namur;

RA P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassener Anwalt, für die Flämische Exekutive, Jozef-II-straat 30 in 1000 Brüssel;

RA C. Cambier, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, Rue de la Loi 16 in 1000 Brüssel; haben die Richter M. Melchior und L. De Greve Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

### III. In rechtlicher beziehung.

#### Bezüglich des angefochtenen Gesetzes.

3. Die Abgeordnetenkammer und der Senat haben das angefochtene Gesetz am 21. Juni 1985 bzw. am 6. Februar 1986 verabschiedet. Es wurde am 11. Februar 1986 vom König sanktioniert und verkündet, und am 6. Dezember 1986 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

4.1. Das Gesetz umfasst sieben Artikel.

4.2. Artikel 1 ergänzt das Gemeindegesezt um einen Titel III, der die Überschrift « Über die Gemeindepolizei » trägt und aus den Artikeln 153 bis 201 besteht. In diesen Artikeln werden die Rolle und die Aufgaben der Gemeindepolizei sowie deren Organisation und Verwaltung beschrieben.

4.3. Die Disziplinarordnung der Gemeindepolizei ist Gegenstand der Artikeln 178 bis 180, 187 bis 189, 192 und 193 des Gemeindegeseztes.

4.4. Artikel 178, § 1, Absatz 1, bestimmt : « Der König kann Polizeikommissare, die ihre Amtspflicht verletzen oder der Würde ihres Amtes schaden, für höchstens sechs Monate suspendieren oder absetzen. »

Derselbe Artikel bestimmt in § 1, Absatz 2, dass der Provinzgouverneur den Polizeikommissar aus denselben Gründen für höchstens einen Monat suspendieren kann. Der Innenminister und der Justizminister müssen innerhalb von vierundzwanzig Stunden von der Entscheidung des Gouverneurs in Kenntnis gesetzt werden.

Artikel 178, § 1, Absatz 3, besagt, dass der Bürgermeister den Polizeikommissar aus denselben Gründen für höchstens einen Monat suspendieren kann, und verpflichtet ihn, den Provinzgouverneur, den Innenminister und den Justizminister innerhalb von vierundzwanzig Stunden von seiner Entscheidung in Kenntnis zu setzen.

Auf Grund von Artikel 178, § 1, Absatz 4, können die Polizeikommissare innerhalb von vierzehn Tagen nach Zustellung beim König Beschwerde gegen die Entscheidungen des Gouverneurs und des Bürgermeisters einlegen.

4.5. Artikel 178, § 2, Absatz 1, verleiht dem Provinzgouverneur die Zuständigkeit, stellvertretende Polizeikommissare in den gleichen Fällen und nach Erteilung der gleichen Auskünfte gemäss Paragraph 1 dieses Artikels für höchstens sechs Monate zu suspendieren und sie abzusetzen.

Laut § 2, Absatz 3, können stellvertretende Polizeikommissare in den gleichen Fällen ebenfalls für höchstens einen Monat von einem Bürgermeister suspendiert werden.

Gegen die Entscheidung des Gouverneurs und des Bürgermeisters kann der stellvertretende Polizeikommissar gemäss § 2, Absatz 3, innerhalb von vierzehn Tagen nach Zustellung beim König Beschwerde einlegen.

4.6. Artikel 178, § 3, bestimmt, dass der Polizeipräsident der gleichen Disziplinarordnung unterliegt wie die Polizeikommissare.

4.7. Artikel 179 bestimmt, dass der Polizeipräsident, der Polizeikommissar, der stellvertretende Polizeikommissar und der Hauptinspektor erster Klasse wegen bei der Erfüllung ihrer kriminalpolizeilichen Aufgaben nur auf Vorschlag oder mit Genehmigung des Generalstaatsanwalts beim Appellationsgerichtshof abgesetzt bzw. suspendiert werden.

4.8. Artikel 180 erteilt im ersten Absatz dem Gemeinderat die Zuständigkeit, die übrigen Angehörigen der Stadtpolizei aus denselben Gründen wie denjenigen, die in Artikel 178 genannt werden, für höchstens sechs Monate zu suspendieren oder sie abzusetzen.

Auf grund von Absatz 2 kann der Bürgermeister diese Polizeibeamten aus denselben Gründen für höchstens einen Monat suspendieren.

Absatz 3 besagt : « Die Betroffenen können innerhalb von vierzehn Tagen nach Zustellung beim Gouverneur Beschwerde gegen die Entscheidung des Gemeinderats bzw. des Bürgermeisters einlegen. »

4.9. Artikel 187 erteilt in den §§ 1 und 2 dem Provinzgouverneur die Zuständigkeit, Brigadekommissare, Hauptfeldhüter und Einzelfeldhüter, die ihre Amtspflicht verletzen oder der Würde ihres Amtes schaden, für höchstens sechs Monate zu suspendieren und sie abzusetzen;

in § 3 erlaubt er es den Bürgermeister, die Hauptfeldhüter bzw. Einzelfeldhüter aus denselben Gründen für höchstens einen Monat zu suspendieren. Verschiedene im Artikel genannte Obrigkeiten müssen innerhalb von vierundzwanzig Stunden von der getroffenen Entscheidung in Kenntnis gesetzt werden.

Artikel 187, § 4, besagt : « Die betroffenen können innerhalb von vierzehn Tagen nach Zustellung beim König Beschwerde gegen die Entscheidung des Gouverneurs bzw. des Bürgermeisters einlegen. »

4.10. Artikel 188, Absätze 1 und 2, erteilt dem Gemeinderat und dem Bürgermeister angesichts der übrigen Angehörigen der Feldpolizei die gleiche Disziplinarbefugnis, als diese Obrigkeiten kraft Artikel 180 angesichts der anderen Mitglieder der Stadtpolizei als Polizeipräsidenten, Polizeikommissare und stellvertretende Polizeikommissare, haben.

Artikel 188, Absatz 3, besagt: « Die Betroffenen können innerhalb von vierzehn Tagen nach Zustellung beim Gouverneur Beschwerde gegen die Entscheidung des Gemeinderats bzw. des Bürgermeisters einlegen ».

4.11. Artikel 189 macht bei Disziplinarstrafen gegen Angehörige der Feldpolizei, die Kriminalhilfsbeamte der Staatsanwaltschaft sind, die Genehmigung des Generalstaatsanwalts beim Appellationsgerichtshof erforderlich, wenn die zur Last gelegten Tatsachen bei der Erfüllung ihrer kriminalpolizeilichen Aufgaben begangen wurden; bei Disziplinarstrafen gegen die übrigen Angehörigen der Feldpolizei ist nach diesem Artikel die Genehmigung des Staatsanwalts erforderlich, wenn die Massnahme auf Grund ihrer gerichtlichen Aufgaben ergriffen wird.

4.12. Artikel 192 handelt von den Folgen einer Suspendierung, sieht als Strafe die Verwarnung oder den Verweis vor und bestimmt, dass jede Suspendierungs- bzw. Absetzungsmaßnahme vorläufig vollstreckt wird.

4.13. Artikel 193 verpflichtet die Behörde den Betroffenen vor der Verhängung einer Strafe zu vernehmen und ein Vernehmungsprotokoll aufzunehmen.

#### *Bezüglich der Parteien.*

5. Die streitenden Parteien sind die Wallonische Regionalexekutive, die die Klage erhoben und Anträge hinterlegt hat, der Ministerrat, der einen Schriftsatz eingereicht hat, und die Flämische Exekutive, die einen Schriftsatz eingereicht und Anträge hinterlegt hat.

#### *Bezüglich des einzigen Klagegrunds.*

6.A.1. In ihrer Klageschrift führt die Wallonische Regionalexekutive gegen das angefochtene Gesetz an, es organisiere Verfahren und bezeichne Aufsichtsbehörden im Hinblick auf die einfache Verwaltungsaufsicht über Entscheidungen der Gemeindeorgane, während diese Zuständigkeit nach Artikel 7 des Sondergesetzes ausschliesslich dem Regionalsekretär obliege.

In der Erläuterung des Klagegrunds weist die Klägerin darauf hin, dass die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats in ihrer Stellungnahme vom 9. Mai 1984 zum Vorentwurf, der dem angefochtenen Gesetz zugrunde liege, die zwei Auffassungen, die der nationale Gesetzgeber im Hinblick auf die Organisation und Verwaltung der Ortspolizeien habe verwirklichen können, und die Auswirkungen der getroffenen Wahl auf gewisse Aspekte der ausgeübten Aufsicht über behördliche Akte bezüglich dieser Polizeikräfte, erörtert habe.

Aus dieser Stellungnahme ergebe sich, dass es nur bei einer im Rahmen der territorialen Dekonzentration aufgefassten Gemeindepolizei dem nationalen Gesetzgeber erlaubt sei, die Aufsicht über Akte von Ortsbehörden bezüglich der besagten Polizei in allen Bestandteilen zu organisieren, und zwar kraft Artikel 7, Absatz 1b des Sondergesetzes.

Die Organisation der Aufsichtsverfahren und die Ausübung der Aufsicht über diese Akte oblägen auf Grund von Artikel 7, Absatz 1, der Region, wenn der nationale Gesetzgeber die Ortspolizei dem Bereich der Selbstverwaltung der Gemeinden unterstellen würde.

Die Klägerin behauptet, es unterliege keinem Zweifel, dass das angefochtene Gesetz die Gemeindepolizei im Bereich der Kommunalinteressen behalten habe. Zur Unterstützung dieser These beruft sie sich auf die Vorarbeiten zum Gesetz, die blosse Bezeichnung der Ortspolizei, die durch Artikel 196 des Gemeindegesetzes den Gemeinden auferlegte Haftung und die Einfügung des Wesentlichen des angefochtenen Gesetzes in das Gemeindegesetz.

Die Wallonische Regionalexekutive erklärt, die Möglichkeit der Einlegung von Beschwerden gegen unmittelbar vom Provinzgouverneur verhängten Strafen beim König zu akzeptieren, weil es sich um ein hierarchisches Verfahren handle. Der Provinzgouverneur trete nämlich in der Eigenschaft als Organ des Staates auf.

Wenn Strafen entweder vom Bürgermeister oder vom Gemeinderat verhängt würden, werde — so die Klägerin — eine eigene Zuständigkeit ausgeübt, die der kommunalen Ebene, von der die Polizei abhängt, inhärent sei. Weder der Bürgermeister noch der Gemeinderat handelten als Organe des Staates. Ein solches Organ sei — wenigstens in diesem Fall — keiner von beiden.

6.A.2. In seinem Schriftsatz stellt der Ministerrat fest, dass nach der Stellungnahme der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats die einfache Verwaltungsaufsicht nicht auf vorliegende Angelegenheit anwendbar sei. Der Ministerrat weist jedoch darauf hin, dass der Staatsrat in seiner Stellungnahme weder über den Inhalt, noch über den Umfang des Begriffs der Aufsicht irgendeine Erklärung gebe. In dieser Hinsicht erinnert der Ministerrat daran, dass der der Gesetzgebungsabteilung vorgelegte Vorentwurf neben der Möglichkeit der Einlegung von Beschwerden gegen von den Kommunalbehörden oder vom Provinzgouverneur getroffene Suspendierungs- oder Absetzungsentscheidungen das Bestehen einer Genehmigungsaufsicht über sich auf Disziplinarmassnahmen beziehende Akte von Bürgermeistern und Gemeinderäten vorgesehen habe. Dem Ministerrat zufolge habe der Gesetzgeber der eingeholten Stellungnahme Folge geleistet, indem er die Genehmigungsaufsicht aus dem Entwurf gestrichen habe.

Der Ministerrat behauptet, dass Verwaltungsaufsicht und Beschwerde zwei unterschiedliche Begriffe seien; nur die Aufsicht werde durch Artikel 7 des Sondergesetzes bezeichnet.

Die Verwaltungsaufsicht sei als das Attribut einer Zuständigkeit einer zentralen Behörde angesichts einer dezentralisierten Behörde zu betrachten, damit diese nicht gefährdeten, was das Allgemeininteresse und die Gesetzmässigkeit erforderten. Die Beschwerde sei hingegen ein Rechtsmittel, das angewandt werden könne, um von einer Behörde getroffene Entscheidungen anzufechten. Ihre Existenzberechtigung liege darin, dass am Ende eines auf Ersuchen eingeleiteten Verfahrens die Rechte oder Interessen, denen der fragliche Akt Abbruch tue, geschützt würden.

Der Ministerrat räumt ein, dass der Disziplinarbereich für Beaufsichtigung in Frage komme. Letztere habe selbstverständlich zum Ziel, zu beurteilen bzw. zu verhindern, dass eine dezentralisierte Behörde Akte vornehme würde, die der Gesetzmässigkeit oder dem Allgemeininteresse widersprächen. Die Verwaltungsaufsicht entspreche von Amts wegen der Frage der Gesetzmässigkeit und des Allgemeininteresses, ohne dass dazu eine Beschwerde notwendig wäre.

In vorliegender Angelegenheit habe der Gesetzgeber die Ausgewogenheit der Ausübung der Rechtsprechungsbefugnis in Disziplinarsachen einer anderen Ebene und einer anderen Wertskala zugeordnet. Er habe — wenigstens der Form nach — die Kontrolle über die übernommene Befugnis jurisdiktionalisieren wollen.

Zum Schluss seines Schriftsatzes behauptet der Ministerrat, dass der Zugang zu den aufeinanderfolgenden Instanzen in Disziplinarverfahren gegen Angehörige der Gemeindepolizei keine Probleme bezüglich der Verhältnisse zwischen zentralisierten und dezentralisierten Behörden betreffe. Es handle sich keineswegs um das Regeln des Ausübung von Attributen der Aufsichtsbefugnis, sondern um die Gestaltung des Verlaufs einer Verwaltungsklage.

6.A.3. In ihrem Schriftsatz vertritt die Flämische Exekutive die Ansicht, dass die angefochtenen Bestimmungen eine Verwaltungsaufsicht über Disziplinarentscheidungen des Bürgermeisters und des Gemeinderats gegen Polizeiangehörige organisierten. Das Gesetz unterstelle gewisse Akte von Gemeindebehörden der Aufsicht einer höheren Behörde und organisiere das Verfahren dieser Aufsicht durch das Festsetzen einer Berufungsfrist für die betroffenen Polizeiangehörigen. Somit habe der nationale Gesetzgeber « die Organisation der Verfahren sowie die Ausübung der Verwaltungsaufsicht » im Sinne des Artikels 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 geregelt.

Die Flämische Exekutive zufolge sei diese Aufsicht eindeutig eine einfache Verwaltungsaufsicht, zumal die geregelte Aufsicht ins Gemeindegesetz aufgenommen worden sei, so dass sie ohne jeglichen Zweifel eine « Form der durch das Gemeindegesetz eingeführten Aufsicht » sei und demnach der vom Sondergesetzgeber gegebenen Definition der einfachen Aufsicht entspreche.

Ausserdem sei die so geregelte Aufsicht als einfache Aufsicht im materiellen Sinne des Wortes zu verstehen, weil die der Aufsicht unterliegenden Entscheidungen Ausdrücke der kommunalen Selbstverwaltung seien. In dieser Hinsicht behauptet die Flämische Exekutive, dass die einfache Verwaltungsaufsicht sich auf Akte von Ortsbehörden beziehe, wobei diese von ihrer Autonomie Gebrauch machten, während sich die spezifische Aufsicht auf die sogenannte « Partizipation », d.h. die genau umschriebene Verpflichtung der Mitwirkung an der Durchführung der von der übergeordneten Behörde verkündeten Regeln, beziehe.

Die Flämische Exekutive ist der Ansicht, die durch das angefochtene Gesetz organisierte Aufsicht erfülle auch nicht die Bedingungen der spezifischen Aufsicht, so wie diese aus dem Urteil des Hofes vom 30. Juni 1987 hervorgingen. Den Gemeindebehörden obliegende Aufgaben — Ergreifung von Disziplinarmaßnahmen angesichts des Gemeindepersonals — könnten nicht als Aufgaben in bezug auf in die Zuständigkeit des Staates fallende Angelegenheiten betrachtet werden, weil es sich selbstverständlich um eine Angelegenheit kommunalen Interesses im Sinne des Artikels 108 der Verfassung handele.

6.A.4. In ihren Anträgen bejaht dieselbe Partei in Beantwortung der vom Ministerrat vorgebrachten Argumentation, dass die beanstandeten Artikel — der Form nach — organisierte Verwaltungsbeschwerden einführen. Dem Inhalt nach fielen diese — so die Antragstellerin — jedoch unter den Begriff der Verwaltungsaufsicht.

Die Flämische Exekutive leitet aus Artikel 108, Absatz 2, 6°, der Verfassung her, dass die Verwaltungsaufsicht die Gesamtheit der Aufgaben darstelle, die der Gesetzgeber Verwaltungsbehörden auftrage, um zu verhindern, dass dezentralisierte Behörden gegen das Gesetz oder das Allgemeininteresse verstossende Akte vornehmen würden.

Die Antragstellerin hält es für unbestreitbar, dass die angefochtenen Bestimmungen unter diesem Gesichtspunkt verabschiedet worden seien; dem König und dem Gouverneur sei nämlich die Befugnis erteilt worden, ortsbehördliche Disziplinarentscheidungen rückgängig zu machen bzw. zu revidieren, wobei die Ortsbehörden diese Entscheidungen sowohl einer Gesetzmässigkeits- als auch einer Zweckmässigkeitsprüfung unterziehen müssten. Zwar würden — obwohl nicht ausschliesslich — Disziplinarstrafen, bei denen die Rechte der Betroffenen verletzt würden, als gegen das Gesetz oder das Allgemeinwohl verstossend befunden werden; dieser Umstand täte der ausgeübten Kontrolle keineswegs Abbruch.

Schliesslich bemerkt die Flämische Exekutive, dass die angefochtene Aufsichtsregelung für Polizeiangehörige in bestimmten Fällen an die Stelle der nach Artikel 85 des Gemeindegesetzes für das Gemeindepersonal vorgesehene Regelung trete. In diesem Zusammenhang weist die Exekutive darauf hin, dass der flämische Dekretgeber auf Grund der durch Artikel 7 des Sondergesetzes zugewiesenen Zuständigkeit durch das Dekret vom 28. Juni 1985 die Organisation des Verfahrens geändert und für die durch Absatz 3 des besagten Artikels 85 organisierte Beschwerde eine neue Aufsichtsbehörde bezeichnet habe.

6.A.5.1. Die Anträge der Wallonischen Regionalexekutive umfassen zwei Teile. Im ersten Teil beantwortet die Antragstellerin die Argumentation des Ministerrats; im zweiten Teil beantragt die Exekutive die Nichtigerklärung weiterer Bestimmungen, die nicht in der Klageschrift bezeichnet worden sind, und begründet sie die Erweiterung ihrer Klage.

6.A.5.2. Die Wallonische Regionalexekutive ist der Ansicht, dass sich die Interventionen auf Beschwerde nicht dem Aufsichtsbegriff entzögen.

Nach der Anführung von Autoren, die die « Revidierung auf Beschwerde » den Aufsichtsverfahren zuordnen, weist die Antragstellerin darauf hin, dass der Ausdruck « Beschwerde » keine eigene Bedeutung habe und nicht immer eine jurisdiktionelle oder quasijurisdiktionelle Beschwerde umfasse, was unter anderem aus Artikel 125 des Provinzialgesetzes hervorgehe. Ausserdem habe die Verwaltungsabteilung des Staatsrats in ihrem Urteil Nr. 23.626 vom 23. Oktober 1983 eine auf Beschwerde getroffene Entscheidung nicht als eine gerichtliche Entscheidung betrachtet, weil eine solche, bei der Abteilung anhängig gemachte Entscheidung für nichtig erklärt und nicht an ein anderes Rechtspflegeorgan verwiesen worden sei.

Die Antragstellerin behauptet, die in den Artikeln 178, 180, 187 und 188 des Gemeindegesetzes bezeichneten Beschwerden basierten eindeutig auf dem vormaligen Artikel 123, Absatz 4, des besagten Gesetzes, nach dem der vom Bürgermeister suspendierte Polizeikommissar innerhalb von acht Tagen nach Mitteilung der Entscheidung beim Provinzgouverneur Beschwerde einlegen konnte.

Die Antragstellerin weist darauf hin, dass besagter Artikel 123 für die Wallonische Region um Artikel 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 15. Februar 1984 ergänzt worden sei, der einerseits der Exekutive oder dem von ihr bezeichneten Minister die durch Absatz 4 dem Provinzgouverneur erteilten Zuständigkeiten zugewiesen und andererseits das Beschwerdeverfahren näher umschrieben habe.

Die mit dem Vorentwurf des Dekrets befasste Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats habe in ihrer Stellungnahme vom 13. Dezember 1982 anerkannt, dass die Region in dieser Hinsicht vollkommen zuständig sei.

Diese Zuständigkeit habe die Gesetzgebungsabteilung in ihrer Stellungnahme L. 17.938/2 vom 27. April 1987 zum Vorentwurf des Dekrets über die Organisation der Ausübung der Verwaltungsaufsicht nach den Artikeln 178, 180, 187 und 188 des Gemeindegesetzes erneut bestätigt; die Abteilung habe festgestellt « en adoptant ces articles, le législateur national a empiété sur la compétence du législateur régional, telle qu'elle est définie à l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles » (durch die Verabschiedung dieser Artikel hat der nationale Gesetzgeber in den Kompetenzbereich des Regionaldekretgebers, so wie dieser in Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zu Reform der Institutionen festgelegt worden ist, eingegriffen).



6.A.5.3. Des weiteren legt die Wallonische Regionalexekutive in ihren Anträgen dar, dass die Nichtigkeitsklage sich in der Klageschrift vorläufig auf die Artikel 178, 180, 187 und 188 des Gemeindegesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 11. Februar 1986, beschränkt habe, weil diese sich auf Beschwerden gegen Entscheidungen des Bürgermeisters und des Gemeinderats bezögen.

Man habe sich somit die Möglichkeit vorbehalten, die Klage zu erweitern, damit eine Klageerweiterung zulässig wäre.

Die Wallonische Regionalexekutive erklärt in ihren Anträgen, sie erweitere ihre Klage einerseits auf besagte Artikel, weil sich diese auf Beschwerden gegen Entscheidungen des Provinzgouverneurs bezögen, und andererseits auf Artikel 7, 3<sup>o</sup>, e, i, j und l, und 5<sup>o</sup>, h, des Gesetzes vom 11. Februar 1986, durch welche die Artikel 125, 127 bis, 127 ter, 127 quater und 129 des Gemeindegesetzes sowie Artikel 64 des Flurgesetzbuches aufgehoben würden.

Im Gegensatz zu dem, was die Antragstellerin in ihrer Klageschrift erwogen habe, sei — ihrer Ansicht nach — eine Beschwerde gegen eine Entscheidung des Provinzgouverneurs keine hierarchische Beschwerde, sondern falle unter die Verwaltungsaufsicht.

Die Wallonische Regionalexekutive behauptet, im Gesetz vom 11. Februar 1986 werde offensichtlich nicht zwischen Entscheidungen des Bürgermeisters und des Gemeinderats einerseits und Entscheidungen des Provinzgouverneurs andererseits unterschieden. Indem der nationale Gesetzgeber die Behörde, die über Beschwerden gegen Entscheidungen des Provinzgouverneurs zu befinden habe, bezeichne, habe er auch Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 übertreten.

Andererseits meint die Wallonische Regionalexekutive, dass in der Erwägung, dass die Aufsichtsausübung kraft Artikel 7 des Sondergesetzes der Region zustehe, jede Gestaltung oder jede Änderung der Aufsichtsverfahren, so wie sie 1986 bestanden hätten, ausschliesslich zur Zuständigkeit des Regionaldekretegebers gehörten, ausser wenn ein gemäss den in Artikel 1 letztem Absatz der Verfassung festgelegten Mehrheitsbedingungen verabschiedetes Gesetz etwas anderes bestimmen sollte. Der Antragstellerin zufolge finde diese These ihre Bestätigung im Urteil des Hofes Nr. 42 vom 24. November 1987.

Die Wallonische Regionalexekutive fordert deshalb die Nichtigkeitsklärung der vorgenannten Aufhebungsbestimmungen des Gesetzes vom 11. Februar 1986.

#### *Bezüglich des Umfangs der Klage.*

6.B.1. Das organisierende Gesetz vom 28. Juni 1983 bestimmt, dass Klagen innerhalb einer einjährigen Frist nach Veröffentlichung der angefochtenen Rechtsnorm zu erheben sind, und schreibt vor, dass der Klageschrift eine beglaubigte Abschrift des Beratungsprotokolls beizulegen ist, aus dem die Entscheidung der Regierung bzw. der Exekutive, die Klage zu erheben, hervorgeht.

Auch in der Annahme, dass das organisierende Gesetz die Erweiterung einer Klage erlauben würde, ist das im Namen der Wallonischen Regionalexekutive in den Anträgen vom 26. Februar 1988 geäusserte Erweiterungsersuchen unzulässig. Einerseits wurde es mehr als ein Jahr nach der am 11. Februar 1986 im *Belgischen Staatsblatt* erfolgten Veröffentlichung des Gemeindepolizeigesetzes eingereicht; andererseits liegt dem Gesuch kein Beratungsprotokoll der Wallonischen Regionalexekutive bei, das ihre Entscheidung, den Umfang der in ihrer Sitzung vom 10. September 1987 präzisierten Nichtigkeitsklage zu erweitern, belegen würde. Die Benachrichtigung über die Entscheidung vom 10. September 1987, die der bei der Kanzlei eingegangenen Klageschrift beilag, besagt folgendes: « Die Exekutive beschliesst, beim Schiedsgerichtshof Klage auf Nichtigkeitsklärung der Artikel 178, 180, 187 und 188 des im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. Dezember 1986 veröffentlichten Gemeindepolizeigesetzes vom 11. Februar 1986 zu erheben, und zwar mit der Begründung, dass der nationale Gesetzgeber durch diese Bestimmungen seinen Zuständigkeitsbereich überschritten hat, indem er die Ausübung der Aufsicht über Disziplinarstrafen, die vom Bürgermeister oder vom Gemeinderat über Angehörige der Gemeindepolizei verhängt werden, organisiert. »

Das Gesuch um Erweiterung der Nichtigkeitsklage auf die durch das Gesetz vom 11. Februar 1986 eingefügten Artikel 178, 180, 187 und 188 des Gemeindegesetzes, indem sie die Beschwerden gegen Entscheidungen des Provinzgouverneurs betreffen, ist unzulässig.

Sind Aufhebungsbestimmungen untrennbar mit ordnungsgemäss angefochtenen und vom Hof für nichtig erklärten Bestimmungen verbunden, so ist die Nichtigkeitsklärung dieser Bestimmungen infolgedessen geboten und aus Gründen der Rechtssicherheit und der Deutlichkeit im Rechtsverkehr gerechtfertigt. Der Hof kann von Amts wegen über diese Nichtigkeitsklärung befinden; er kann es auch dann, wenn die klagende Partei im Laufe des Verfahrens darum ersucht hat. In dieser Annahme liegt weder eine neue Klage, noch eine Klageerweiterung vor.

Der Hof kann von Amts wegen über diese Nichtigkeitsklärung befinden; er kann es auch dann, wenn die klagende Partei im Laufe des Verfahrens darum ersucht hat. In dieser Annahme liegt weder eine neue Klage, noch eine Klageerweiterung vor.

Die Klage auf Nichtigkeitsklärung von Artikel 7, 3<sup>o</sup>, e, i, j und l und 5<sup>o</sup>, h, ist zwar zulässig jedoch nur insofern, als die durch diese Bestimmungen aufgehobenen Artikel sich auf die Aufsicht über die von den Kommunalbehörden getroffenen Massnahmen beziehen.

#### *Zur Hauptsache.*

6.B.2. Artikel 108, Absatz 3, der Verfassung ermächtigt den Gesetzgeber dazu, durch sondermehreheitliche Entscheidung den Gemeinschafts- bzw. Regionalräten die Zuständigkeit für das Regeln der Organisation und Ausübung der Verwaltungsaufsicht zu erteilen.

6.B.3. Unter Benützung der durch diese Bestimmung gebotenen Möglichkeit hat der Sondergesetzgeber mehrere Zuständigkeitszuweisungen in bezug auf die Verwaltungsaufsicht vorgenommen.

Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erteilt der Region die Zuständigkeit für das Organisieren der Verwaltungsaufsichtsverfahren sowie für das Ausüben dieser Aufsicht über die Provinzen, Gemeinden, Agglomerationen und Gemeindevereinigungen, was die einfache Verwaltungsaufsicht betrifft. Als Übergangsmassnahme gilt, dass die Regionen für die einfache Verwaltungsaufsicht hinsichtlich der Provinz Brabant und jener Gemeinden, die in den Artikeln 7 und 8 der am 18. Juli 1986 koordinierten Gesetze über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten genannt sind, jedoch nicht zuständig sind.

Artikel 7 erteilt der Region die gleiche Zuständigkeit, für die « anderen Akte » die Verfahren zu organisieren und die Aufsicht auszuüben, aber weist darauf hin, dass diese Zuständigkeit ausgeschlossen ist, wenn durch das Gesetz oder das Gemeinschaftsdekret eine spezifische Aufsicht in bezug auf jene Angelegenheiten, die in den Kompetenzbereich der National- bzw. Gemeinschaftsobrigkeit fällt, organisiert ist.

Die einfache Verwaltungsaufsicht wird über die Akte von zentralisierten Obrigkeiten ausgeübt, die innerhalb ihres jeweiligen Interessenbereichs getätigt werden.

6.B.4. Die klagende Partei und die Flämische Exekutive bemerken mit Recht, dass die Kommunalpolizei, so wie der Gesetzgeber sie hat organisieren wollen, zu den Angelegenheiten kommunalen Interesses gehört, was sowohl aus einer Gesamtheit von Faktoren, die sich aus der Bezeichnung dieser Polizei, der Haftung der Gemeinden auf Grund von Artikel 196 des Gemeindegengesetzes und der Einfügung von auf diese Polizei anwendbaren Bestimmungen in das Gemeindegengesetz selbst ergeben, als auch aus den Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz hervorgeht.

6.B.5. Von allen Parteien wird anerkannt und vom Hof festgestellt, dass die fragliche Beschwerde, die gestrafte Polizeiangehörige einlegen können, keine jurisdiktionelle Beschwerde ist.

6.B.6. Der Ministerrat erkennt jedoch an, dass Disziplinarstrafen zum Auftreten der Aufsichtsbehörde Anlass geben können, und behauptet, dass der nationale Gesetzgeber der von der Gesetzgebungsabteilung abgegebenen Stellungnahme über den Gesetzesvorentwurf, der zum angefochtenen Gesetz geführt hat, Folge geleistet hat, indem er die Genehmigungsaufsicht über Disziplinarentscheidungen aus dem Vorentwurf gestrichen hat. Er bestreitet aber, dass die angefochtenen Bestimmungen eine Verwaltungsaufsicht einführen.

6.B.7. Es kann geschehen, dass eine Beschwerde eingelegt wird, nachdem bereits zuvor eine Aufsichtsentscheidung getroffen worden ist.

Wenn der nationale Gesetzgeber systematisch eine Beschwerde bei der von ihm bezeichneten nationalen Verwaltungsbehörde zu Gunsten öffentlich-rechtlicher und privatrechtlicher Personen gegen verschiedene Aufsichtsentscheidungen von Regionalbehörden vorsehen würde, so ergäbe sich daraus, dass die vollständige Zuständigkeit, die durch Artikel 7 des Sondergesetzes im Bereich der Aufsichtsausübung der Region zugewiesen wird, auf eine einfache erstinstanzliche Kontrolle reduziert würde.

Die unter Berücksichtigung des Selbstverwaltungsprinzips ausgelegten Vorschriften des Artikels 7 zwingen dazu, eine solche Beschwerde als eine Beschwerde im Rahmen der Aufsicht im Sinne des Sondergesetzes zu betrachten.

Der Umstand, dass die diesbezügliche Beschwerde möglich ist, nicht gegen eine über die kommunalbehörden ausgeübte Aufsichtsmassnahme — so wie am Anfang die Regierung im Gesetzesvorentwurf, der dem Staatsrat zur Stellungnahme vorgelegt wurde, bezweckte — sondern gegen Entscheidungen vom Kommunalbehörden selbst, erlaubt es nicht, eine andere Lösung anzunehmen, und nimmt dieser verfassungsmässigen, nicht-jurisdiktionellen Beschwerde nicht den Charakter einer Beschwerde im Rahmen der Aufsicht.

6.B.8. Es ist übrigens schwer einzusehen, dass das vom Sondergesetzgeber eingeführte Aufsichtssystem zur Folge hätte, dass die Gemeindebeamten für ihre Akte einer Verwaltungsbehörde Rechenschaft ablegen würden, die kein Rechtspleorgan ist und sich von jener Behörde unterscheidet, die dieselben Akte auf ihre Gesetzmässigkeit und Konformität mit dem Allgemeininteresse hin prüfen soll.

6.B.9. Zum Schluss verhindert der Aufsichtsbegriff nicht, dass die Behörde ihre Disziplinarentscheidung auf Umstände und Interessen, die dem Personalmitglied zu eigen sind, stützt. Beim Treffen, Prüfen oder Revidieren einer Disziplinarentscheidung schliessen die Gesetzmässigkeit und das Allgemeininteresse nicht aus, dass die Umstände und Interessen in Betracht gezogen werden.

6.B.10. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass die Beschwerde, die in dieser Hinsicht bei einer Verwaltungsbehörde möglich ist, um eine Verwaltungsentscheidung revidieren zu lassen, ein Aufsichtsverfahren im Sinne von Artikel 7 des Sondergesetzes darstellt. Da es sich um einen Akt handelt, der unter die einfache Verwaltungsaufsicht fällt, gehören die Organisation der Verfahren und die Ausübung dieser Aufsicht zur Regionalzuständigkeit.

Der Klagegrund ist begründet.

*Bezüglich der Nichtigerklärung gewisser Aufhebungsbestimmungen des Gesetzes vom 11. Februar 1986.*

7.B. Der nationale Gesetzgeber ist hinsichtlich der einfachen Verwaltungsaufsicht dafür zuständig, den der Aufsicht unterliegenden Akt sowie das Aufsichtverfahren zu bestimmen.

Artikel 7, 3<sup>o</sup>, e, i, j und l und 5<sup>o</sup>, h, des Gesetzes vom 11. Februar 1986 verletzt nicht Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

*Bezüglich des territorialen Umfangs der Nichtigerklärung.*

8.B. Da nur die nationale Obrigkeit für die Regionalpolitik im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt zuständig ist und die Regionalzuständigkeit in bezug auf die einfache Verwaltungsaufsicht gemäss Artikel 7, Absatz 2, des Sondergesetzes ausgeschlossen ist, was die Gemeinden betrifft, die in den Artikeln 7 und 8 der am 18. Juli 1986 koordinierten Gesetze über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten aufgezählt sind, so ist die Nichtigerklärung auf die Flämische und die Wallonische Region zu beschränken, mit Ausnahme der in den Artikeln 7 und 8 der vorgenannten koordinierten Gesetzen bezeichneten Gemeinden.

Aus diesen Gründen,

Der Hof,

1. Erklärt das in den Anträgen vom 26. Februar 1988 geäusserte Ersuchen um Klageerweiterung für unzulässig, ausser insofern es die in diesen Anträgen bezeichneten Aufhebungsbestimmungen des Gemeindepolizeigesetzes vom 11. Februar 1986 betrifft;

2. Erklärt, was die Wallonische und die Flämische Region betrifft, mit Ausnahme der in den Artikeln 7 und 8 der am 18. Juli 1986 koordinierten Gesetze über den Gebrauch der Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten genannten Gemeinden :

1<sup>o</sup> in Artikel 178, § 1, Absatz 4, des Gemeindegengesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 11. Februar 1986, die Wörter « dem König » und « innerhalb von vierzehn Tagen nach der ihm gegebenen Zustellung », insofern sie sich auf die Möglichkeit der Beschwerdeeinlegung gegen die Entscheidung des Bürgermeisters beziehen;

2<sup>o</sup> in Artikel 178, § 2, des vorgenannten Gesetzes die Wörter « dem König » und « innerhalb von vierzehn Tagen nach der ihm gegebenen Zustellung », insofern sie sich auf die Möglichkeit der Beschwerdeeinglegung gegen die Entscheidung des Bürgermeisters beziehen;

3<sup>o</sup> in Artikel 180, Absatz 3, des vorgenannten Gesetzes die Wörter « dem Gouverneur » und « innerhalb von vierzehn Tagen nach der ihm gegebenen Zustellung »;

4<sup>o</sup> in Artikel 187, § 4, des vorgenannten Gesetzes die Wörter « dem König » und « innerhalb von vierzehn Tagen nach der ihm gegebenen Zustellung », insofern sie sich auf die Möglichkeit der Beschwerdeeinlegung gegen die Entscheidung des Bürgermeisters beziehen;

5<sup>o</sup> in Artikel 188, Absatz 3, des vorgenannten Gesetzes die Wörter « dem Gouverneur » und « innerhalb von vierzehn Tagen nach der ihm gegebenen Zustellung », für nichtig.

3. Weist die Klage im übrigen zurück.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 22. Dezember 1988.

Der Kanzler,  
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,  
E. Gutt.

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 2295

**1er DECEMBRE 1988. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne**

Le Ministre du Budget, des Finances et du Logement pour la Région wallonne,

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988 instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne et notamment l'article 9;

Vu l'urgence;

Considérant que le caractère urgent de cette mesure découle de la nécessité absolue de fixer avant le 1er janvier 1989, date d'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, les modalités d'intervention des estimateurs agréés,

Arrête :

**Article 1er.** Les personnes physiques visées à l'article 1er, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 septembre 1988, instaurant une prime à la réhabilitation de logements insalubres améliorables situés dans la Région wallonne s'engagent dans le respect des obligations imposées par la réglementation précitée à :

1. ne pas intervenir en qualité d'estimateur pour une demande de prime introduite à leur avantage ou par un parent ou allié jusqu'au deuxième degré;

2. ne pas intervenir en qualité d'estimateur pour une demande de prime dans le cadre de laquelle les travaux de réhabilitation seront exécutés par une entreprise dans laquelle ils ont un intérêt personnel, soit directement, soit par personne interposée;

3. ne pas établir un rapport d'estimation pour un logement insalubre non améliorable ou un logement salubre;

4. ne prendre en considération dans le rapport d'estimation que des travaux subsidiables aux termes de l'annexe I, B, de l'arrêté et de la notice à l'attention des estimateurs qui leur a été distribuée;

5. refuser d'établir un rapport d'estimation pour des travaux qui s'intègrent dans une opération globale non subsidiable aux termes de la réglementation ou de la notice précitée (ex. : subdivision d'un logement en plusieurs entités, création d'un logement à partir d'un bâtiment à usage non résidentiel, achèvement d'un agrandissement déjà entamé,...), même si ces travaux figurent à l'annexe I, B, de l'arrêté;

6. ne prendre en considération dans le rapport d'estimation que des travaux respectant l'ordre de priorité défini dans l'annexe susvisée;

7. mentionner dans le rapport d'estimation, si l'état du logement l'impose, les travaux que le demandeur est tenu de faire exécuter en vertu du principe des priorités, même s'ils ne peuvent être pris en compte pour le calcul du montant de la prime;

8. mentionner dans le rapport d'estimation d'une demande de prime introduite par un propriétaire bailleur des travaux de réhabilitation répondant à l'ensemble des priorités P1 et P2 énoncées à l'annexe I, B;

9. ne prendre en considération dans le rapport d'estimation que des travaux non entamés ou exécutés au jour de la rédaction dudit rapport;

10. ne pas établir de rapport d'estimation mentionnant des ouvrages communs à plusieurs logements;

11. ne prendre en considération les ouvrages communs qu'au prorata de la partie résidentielle lorsque le rapport d'estimation concerne un immeuble comportant également des locaux affectés ou destinés à être affectés, fût-ce partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle;

12. ne pas établir un rapport d'estimation sans solliciter de l'Administration, lorsque l'état du logement et le principe des priorités l'exigent, les dérogations admises par la réglementation;

13. mentionner dans la déclaration d'achèvement des travaux les ouvrages qui étaient prévus au rapport d'estimation et que le demandeur n'a pas fait exécuter;

14. n'établir une déclaration d'achèvement des travaux avec un avis favorable que si l'ordre de priorité défini dans l'annexe I, B, a été respecté et si le montant total des travaux subsidiables atteint au minimum 100 000 ou 50 000 francs hors T.V.A., selon que l'on se trouve dans l'une ou l'autre des situations évoquées à l'article 2, § 2, 3<sup>o</sup> alinéa de l'arrêté;

15. ne valider, lors de la déclaration d'achèvement des travaux, des factures de mise en œuvre de matériaux que si elles émanent d'entreprises enregistrées et affiliées au C.S.T.C., sauf dans les cas où une dérogation à cette obligation est autorisée;

16. ne valider les factures jointes à la déclaration d'achèvement des travaux qu'au prorata des travaux pour la réalisation desquels la prime à la réhabilitation est sollicitée;

17. ne pas établir une déclaration d'achèvement des travaux avec un avis favorable si certains travaux repris lors de l'estimation sont couverts par des factures antérieures au début du délai octroyé au demandeur;

18. dans l'hypothèse où certains travaux ont été réalisés après le délai octroyé au demandeur, ne compléter la déclaration d'achèvement des travaux avec un avis favorable que si tous les travaux d'une priorité supérieure ont été exécutés dans le délai précité;

19. ne valider les factures jointes à la déclaration d'achèvement des travaux, qu'à concurrence de la partie résidentielle, lorsque ceux-ci concernent également des locaux affectés ou destinés à être affectés, fût-ce partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle;